

**Recrutement des enseignants :
Prolongation
exceptionnelle des
inscriptions dans
certaines wilayas**

P.03

**Lancement réussi du satellite
algérien ALSAT-3A depuis la base
de lancement de Jiuquan dans le
nord-ouest de la Chine**



P.02

**AADL 3 :
Le ministre de l'Habitat
rassure les souscripteurs
sur le traitement de
leurs dossiers**

P.04



Santé :



**Projet de décret exécutif
fixant les conditions et
modalités d'exercice de la
profession de pharmacien**

P.04

Alerte Fraude :



**Algérie Poste met en garde
contre des arnaques
sur WhatsApp**

P.05

Annaba :



**Le port de phosphate,
un chantier stratégique
pour la valorisation des
ressources minières**

P.08

**Annaba :
Consolidation et
consultation entre les
autorités locales et
les parlementaires**

P.06



Le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, supervise l'opération de lancement du satellite "Alsat-3A"

Le Général d'Armée, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), Saïd Chanegriha, a supervisé, jeudi, au niveau de la station satellitaire de Télédétection, l'opération de lancement du satellite "Alsat-3A", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la consolidation et du développement des capacités nationales dans le domaine de la surveillance satellitaire, et en concrétisation du partenariat entre l'Agence Spatiale algérienne

(ASAL) et la Société chinoise des Sciences et des Technologies Aérospatiales, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire a supervisé, aujourd'hui jeudi 15 janvier 2026 à 05h01mn (heure locale), au niveau de la station satellitaire de Télédétection, l'opération de lancement du satellite "Alsat-3A" depuis la Base de Lancement de Jiuquan, au nord-ouest de la République Populaire de Chine", précise la même source.

Et ce, ajoute-t-on, "en présence



du Commandant de la 1ère Région Militaire, des Chef de Départements et des Directeurs Centraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'ANP, aux côtés de l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine en Algérie, du Directeur Général de l'ASAL et de l'attaché de défense près

l'ambassade de Chine à Alger".

"L'opération de lancement du satellite Alsat-3A, qui s'est déroulée à (05H01) heure algérienne (12H01 heure chinoise), a été couronnée de succès et permettra à notre pays de disposer de données supplémentaires à travers des capacités satellitaires à très haute résolution dédiée à l'observation, et de consolider notre dispositif dans le domaine du renseignement géospatial et des informations géospatiales à valeur ajoutée, à l'instar de la cartographie et des modèles numériques de terrain", souligne le communiqué.

Il convient de signaler que notre pays avait procédé en 2002, au lancement du premier satellite dédié à l'observation de la terre Alsat-1, avant le lancement, en 2010 et 2016, des satellites Alsat-2A et Alsat-2B, rappelle le communiqué.

"Le lancement de ce nouveau satellite, auquel ont contribué des experts algériens, représente un nouvel acquis venant renforcer les capacités géospatiales de notre pays dans ce domaine, et confirme les efforts consentis par l'Etat algérien dans la perspective de maîtriser les technologies spatiales", ajoute le MDN.

La Commission de l'UA félicite l'Algérie pour le lancement réussi de son satellite d'observation de la Terre Alsat-3A

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, a félicité vendredi l'Algérie pour le lancement réussi du satellite d'observation de la Terre Alsat-3A, "qui marque une avancée significative dans les capacités spatiales et géospatiales de

l'Afrique". "Cette réalisation souligne le rôle de chef de file de l'Algérie dans les sciences spatiales et son engagement à exploiter les technologies satellitaires pour le développement durable, la surveillance environnementale, la réduction des risques de catastrophes

et l'élaboration de politiques éclairées", a déclaré M. Youssouf dans un communiqué.

La Commission de l'UA espère que "les données haute résolution améliorées d'Alsat-3A contribueront aux priorités nationales et continentales, conformément à l'Agenda 2063 et à la politique et

stratégie spatiales africaines". Elle salue, en outre, "le fort esprit de coopération internationale qui a présidé au lancement du satellite" et "félicite l'Algérie pour ses investissements continus et ses utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique au service du progrès collectif de l'Afrique".



L'Algérie lance un satellite d'observation ALSAT-3A

L'Algérie consolide sa présence africaine selon une stratégie claire et une diplomatie active

La diplomatie algérienne a joué, au cours de l'année 2025, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et conformément à ses orientations, un rôle de premier plan au sein de l'Union africaine (UA), ayant pu consolider sa présence diplomatique sur la base de principes historiques profondément enracinés, et d'une approche constructive et clairvoyante visant en premier lieu à défendre les intérêts du continent africain, à renforcer sa souveraineté et à affirmer sa place sur la scène internationale, en adéquation avec les défis continentaux et internationaux.

Dans cette optique, l'Algérie a poursuivi ses efforts pour préserver les intérêts du continent africain et de ses peuples, des démarches qui se sont traduites par une série de réalisations au sein de cette organisation continentale. En février 2025, l'ambassadrice Selma Malika Haddadi a été élue au poste de vice-présidente de la Commission de l'UA. L'accession de l'Algérie à ce poste atteste de sa place et de sa présence dans l'espace africain et traduit la confiance des Etats membres de

l'UA en sa direction clairvoyante. La diplomatie algérienne a œuvré également, lors des travaux de l'UA, à appuyer l'adoption du statut du Mécanisme continental africain de capacités civiles pour la préparation et la réponse aux catastrophes, une initiative du président de la République, ainsi que la ratification de sa proposition de dédier une journée africaine à la commémoration des martyrs africains et des victimes de l'esclavage, de la traite transatlantique, de la colonisation et de l'apartheid, outre l'adoption de la Déclaration d'Oran issue du Forum de la jeunesse africaine de 2024.

Et conformément à une vision claire et transparente visant à contribuer aux résolutions de l'UA en matière de renforcement de la paix et de la sécurité sur le continent, l'Algérie a décroché un siège au Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA pour un mandat de trois (03) ans (2025-2028), une victoire qui reflète la considération dont a toujours joui la diplomatie algérienne auprès des Etats africains, en tant que force de paix qui s'appuie sur ses principes historiques dans la défense des causes justes et tend



à consacrer la stabilité à travers le continent.

Dans le même sillage, et lors de sa présidence du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) en août dernier, sous la conduite de M. Mohamed Khaled, ambassadeur et représentant permanent de l'Algérie auprès de l'UA, l'Algérie a pris la responsabilité de présenter des initiatives qui cadrent avec les priorités politiques et sécuritaires et de trouver des solutions africaines aux crises et conflits qui secouent le continent, selon un agenda étudié. Entre autres initiatives, il y a lieu de citer l'activation du sous-comité du CPS chargé de la lutte contre le terrorisme, l'institutionnalisation des réunions périodiques au niveau des ambassadeurs entre le CPS et le Groupe des Etats africains au Conseil de sécurité de l'ONU (A3), ainsi que la création de la carte continentale de sécurité en tant

que mécanisme efficace d'aide à la décision à caractère proactif et préventif et outil opérationnel pour actualiser les menaces et risques et garantir une réponse rapide afin de les circonscrire et d'empêcher leur escalade dans le continent africain. En reconnaissance du rôle de l'Algérie dans la promotion des droits de l'homme en Afrique, Mme Chafika Bensaoula a été élue vice-présidente de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et Mme Sabrina Kahar élue à la tête du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant, ce qui confirme une fois de plus la place de l'Algérie et son rôle au sein de l'espace africain, ainsi que son attachement au renforcement des principes et des valeurs des droits de l'homme à l'échelle continentale et internationale. Par ailleurs, Mme Selma Sassi-Safer, commissaire à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), Mme Chafika Bensaoula, juge à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CAFDHP) et Mme Samia Bourouba, membre de la Commission de l'Union africaine sur le droit International (CUADI), ont été nommées membres de la Commission africaine chargée des

réparations. Dans le cadre de son activité diplomatique continentale, l'Algérie a connu une dynamique exceptionnelle au cours de l'année 2025, marquée par l'organisation, en septembre, de la 4ème édition de la Foire commerciale intra-Africaine (IATF 2025), qui a enregistré un succès sans précédent en termes de participation et de résultats. L'Algérie a également accueilli, en décembre, le 12ème Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique (Processus d'Oran), marqué par une participation ministérielle record et une présence remarquable, pour la première fois, du Président de la Commission de l'Union africaine (UA), parallèlement à la tenue de la Conférence internationale sur les crimes du colonialisme, sanctionnée par la "Déclaration d'Alger", qui sera soumise pour adoption lors du sommet de l'Union Africaine prévu en février 2026. L'Algérie a aussi renforcé son rôle de leader en matière d'innovation à travers l'organisation de la 4ème édition de la Conférence africaine des Start-up en décembre dernier.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general : Bicha salim
Directeur de la publication : Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Edition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

RÉFORME DE L'ÉCOLE PRIMAIRE: Généralisation des tablettes électroniques dans l'ensemble des écoles primaires du pays

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a annoncé jeudi denier à Alger la généralisation des tablettes électroniques dans l'ensemble des écoles primaires du pays d'ici la fin de l'année en cours. S'exprimant lors d'une séance plénière à l'Assemblée Populaire Nationale (APN) consacrée aux questions orales, présidée par Brahim Boughali, le ministre a précisé que cette mesure intervient en application des directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Il a souligné qu'une enveloppe budgétaire conséquente a été mobilisée pour concrétiser ce projet d'envergure nationale.

Saâdaoui a tenu à clarifier l'usage de ces outils numériques : destinés aux élèves des 3ème, 4ème et 5ème années primaires, ces tablettes ont pour vocation exclusive de remplacer les manuels scolaires



papier. L'objectif premier est de réduire le poids du cartable, un défi de santé publique pour les jeunes élèves.

Le ministre a toutefois précisé que ces supports ne seront pas utilisés pour les activités pédagogiques directes, telles que la résolution d'exercices.

Bien que le taux de couverture actuel ne soit que de 18 %, le département de l'Éducation s'active pour atteindre l'objectif de 100 %. Le ministre a rappelé que cette généralisation nécessite une série de mesures d'accompagnement rigoureuses, notamment :

- La formation des enseignants à l'usage de ces nouveaux outils.
 - L'aménagement des classes et la sécurisation des lieux de stockage au sein des établissements.
 - La maintenance technique et la protection logicielle continue des appareils.
- Par ailleurs, Mohamed Seghir Saâdaoui a réaffirmé la volonté du secteur de poursuivre le processus de numérisation de toutes les institutions sous tutelle. Cette modernisation vise à optimiser les performances administratives et à assurer une gestion plus efficace des carrières des fonctionnaires grâce à l'utilisation du Numéro d'Identification Professionnel. Enfin, concernant les infrastructures, le ministre a réitéré l'engagement de l'État à poursuivre la construction de nouvelles structures pédagogiques, qualifiant ce chantier de « défi majeur » soutenu par des investissements

financiers massifs.

Le Gouvernement renforce les droits des élèves aux besoins spécifiques

En parallèle de cette modernisation technologique, le Gouvernement, réuni ce mercredi sous la présidence du Premier ministre, Sifi Ghrieb, a franchi une étape décisive pour l'école inclusive. Un projet de décret exécutif a été examiné pour fixer les modalités d'ouverture de classes spéciales en milieu scolaire ordinaire.

Cette initiative, fruit d'une coordination entre les secteurs de la Solidarité nationale, de l'Éducation et de la Santé, repose sur une « approche intégrée » pour garantir une scolarité digne aux personnes aux besoins spécifiques.

L'objectif central de ce nouveau cadre juridique est de consacrer le principe d'égalité des chances et de bannir toute forme de discrimination.

Le projet s'articule autour de trois axes majeurs :

- Soutien personnalisé : Un accompagnement pédagogique strictement adapté aux besoins spécifiques de chaque enfant.
 - Aménagement de la scolarité : La mise en place de mécanismes concrets pour faciliter le suivi quotidien des cours dans des classes aménagées.
 - Facilitations aux examens : Des conditions optimisées pour le passage des concours et examens nationaux, permettant à ces élèves de composer dans un environnement serein, avec des mesures de facilitation dédiées.
- Ce texte marque une volonté politique de transformer l'école algérienne en un espace réellement accessible, où chaque élève, quelles que soient ses capacités physiques ou cognitives, peut poursuivre son parcours académique avec les mêmes chances de réussite.

RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS: Prolongation exceptionnelle des inscriptions dans certaines wilayas

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé, une prolongation exceptionnelle des délais d'inscription aux concours de recrutement sur la base des diplômes pour l'accès aux postes d'enseignants. Cette décision vise à répondre à des besoins spécifiques enregistrés dans certaines matières et wilayas, dans un contexte marqué par un manque de candidats locaux. Selon le communiqué officiel, cette mesure exceptionnelle s'inscrit dans le cadre de l'organisation des concours de recrutement et a pour objectif d'assurer une couverture pédagogique suffisante à travers l'ensemble des établissements scolaires concernés.

Des inscriptions prolongées jusqu'au 20 janvier

Initialement fixée à une période plus courte, la phase d'inscription a été

prolongée de manière exceptionnelle du 15 au 20 janvier en cours. Le ministère explique que cette décision a été prise après avoir constaté l'épuisement des listes de candidats dans certaines wilayas, notamment pour des spécialités où la demande reste élevée.

Cette prolongation vise ainsi à permettre à d'autres candidats, y compris ceux issus d'autres wilayas, de postuler afin de combler les postes vacants et garantir la continuité du service public de l'éducation.

Dérogation exceptionnelle sur la carte de résidence

Parmi les mesures annoncées figure également une dérogation exceptionnelle concernant la présentation de la carte de résidence. Cette dispense est accordée uniquement aux candidats concernés par les matières et les wilayas visées

par le manque de postulants.

Le ministère précise toutefois que cette mesure reste strictement encadrée et limitée aux cas où les candidatures locales ont été entièrement épuisées. Elle ne remet pas en cause le principe général de priorité accordée aux résidents des wilayas concernées.

Inscriptions exclusivement en ligne

Les autorités ont rappelé que les inscriptions aux concours se font exclusivement via la plateforme électronique de l'Office national des examens et concours. Les candidats doivent suivre les mêmes étapes, conditions et modalités que celles définies initialement pour le concours de recrutement.

Cette procédure numérique vise à garantir la transparence, l'égalité des chances entre les candidats et une



meilleure organisation du processus de sélection. Le ministère invite ainsi les postulants à vérifier attentivement leurs dossiers avant validation afin d'éviter tout rejet administratif.

Une mesure exceptionnelle et encadrée

Dans son communiqué, le ministère de l'Éducation nationale a tenu à souligner le caractère exceptionnel de cette prolongation. Celle-ci n'est

appliquée qu'après l'épuisement total des candidats de la wilaya concernée, afin de préserver l'équilibre régional et répondre aux besoins réels du terrain.

Les autorités ont également insisté sur le fait que, dans tous les cas, la priorité demeure accordée aux résidents des wilayas concernées. Cette approche vise à encourager l'emploi local tout en garantissant la disponibilité d'enseignants qualifiés dans l'ensemble des établissements. À travers cette décision, le ministère cherche à assurer une rentrée scolaire stable et à renforcer l'encadrement pédagogique, tout en maintenant les principes d'équité et de bonne gouvernance dans le recrutement des enseignants.

RETRAITE ANTICIPÉE DANS L'ÉDUCATION: Une annonce officielle confirmée au Parlement

L'annonce était guettée depuis des mois par des milliers d'enseignants à travers le pays. Le dispositif encadrant la retraite anticipée dans le secteur de l'éducation entre dans sa dernière ligne droite.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saïhi, a confirmé que le décret réglementaire relatif à la réduction de l'âge de départ a été signé et sera publié dans un délai n'excédant pas deux semaines. Une étape décisive qui ouvre la voie à l'application concrète d'un engagement présidentiel très attendu dans un secteur sous pression.

Retraite anticipée dans l'éducation : une annonce officielle confirmée au Parlement

Le député à l'APN, Aâmar Maâmar,

a révélé l'information à l'issue d'une rencontre avec le ministre du Travail. Cette rencontre s'est tenue en marge d'une séance consacrée aux questions orales

Selon le parlementaire, Abdelhak Saïhi a officiellement annoncé que le texte réglementaire encadrant la réduction de l'âge de départ à la retraite dans le secteur de l'éducation est désormais signé et prêt à être publié « dans un délai de deux semaines ».

Cette confirmation marque l'aboutissement d'un processus administratif engagé depuis plusieurs mois. Et suivi de près par les professionnels de l'éducation, directement concernés par cette réforme.

Un texte en phase finale après un long parcours administratif



Le ministre du Travail a précisé, dans une précédente déclaration, qu'il a déposé le projet de décret auprès des services du Secrétariat général du gouvernement. Le secteur a ensuite organisé des réunions de coordination pour affiner la version finale. En conformité avec les orientations législatives et les équilibres du système de retraite.

Dans une réponse écrite adressée au député Tahar Ben Ali, sous le numéro 871, Abdelhak Saïhi a expliqué que le projet avait franchi plusieurs étapes clés :

- Étude approfondie du texte,
- Enrichissement du contenu,
- Consultations avec les secteurs concernés,
- Recueil des avis techniques et institutionnels.

L'objectif affiché reste de définir précisément les conditions et les modalités permettant aux fonctionnaires du secteur de l'éducation de bénéficier d'une retraite avant l'âge légal.

Retraite : une réforme inscrite dans la loi et portée par un engagement présidentiel

Cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'amendement de l'article 2 de

la loi n°25-09 du 19 juillet 2025. Modifiant et complétant la loi n°83-12 du 2 juin 1983 relative à la retraite. Selon le ministre, cette révision législative traduit l'engagement du président de la République envers les enseignants de tous les cycles du système éducatif.

L'amendement prévoit une réduction de l'âge de départ à la retraite de trois années. En tenant compte des spécificités du métier d'enseignant et des contraintes professionnelles qui l'accompagnent. Abdelhak Saïhi souligne que cette décision vise à reconnaître « les efforts consentis dans la préparation et la formation des générations futures, selon une approche juste et durable ».

AADL 3 :
Le ministre de l’Habitat rassure les souscripteurs
sur le traitement de leurs dossiers

Le ministre de l’Habitat, de l’Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a affirmé, jeudi, que l’ensemble des préoccupations des souscripteurs au programme sera pris en charge de manière progressive et régulière. S’exprimant lors d’une séance de questions-réponses à l’Assemblée populaire nationale, le ministre a indiqué que l’Agence nationale pour l’amélioration et le développement du logement (AADL) met en œuvre ce programme « avec rigueur et sérénité », dans le respect des textes réglementaires en vigueur. Évoquant les cas des souscripteurs n’ayant pas encore reçu leurs ordres de paiement, ainsi que ceux

dont les recours ont été rejetés, Mohamed Tarek Belaribi a assuré que tous les dossiers font l’objet d’un suivi attentif. Il a précisé que tout souscripteur remplissant les conditions d’éligibilité obtiendra automatiquement son logement. Le ministre a également souligné que les opérations de contrôle et de vérification se poursuivront même après le règlement de la quatrième tranche, afin de garantir que les logements soient attribués exclusivement aux bénéficiaires légitimes et d’éviter toute forme d’irrégularité. Sur le plan organisationnel, il a mis en avant les améliorations apportées au dispositif de gestion,

notamment à travers l’optimisation des procédures internes et le renforcement du suivi électronique, visant à simplifier les démarches administratives et à réduire les contraintes pour les souscripteurs. Qu’est-ce que le programme AADL ? Le programme AADL (Agence nationale pour l’amélioration et le développement du logement) est l’un des principaux dispositifs publics de logement en Algérie. Lancé en 2001, il s’inscrit dans la formule de location-vente, permettant aux ménages à revenus moyens d’accéder à un logement à des conditions financières encadrées par l’État.



Le principe du programme repose sur le versement progressif du prix du logement, réparti en plusieurs tranches, tandis que le bénéficiaire occupe le logement en tant que locataire jusqu’au paiement intégral. Une fois les échéances réglées, le logement est transféré en pleine propriété au souscripteur. Destiné aux citoyens disposant de revenus réguliers, le programme AADL impose des conditions

strictes d’éligibilité, notamment en matière de revenus, de non-propriété immobilière et de situation familiale. Ces critères font l’objet de vérifications administratives approfondies, afin d’assurer une attribution équitable des logements. Avec la formule AADL 3, les pouvoirs publics visent à répondre à la forte demande en logements urbains, tout en améliorant la transparence et la digitalisation des procédures. Ce programme s’inscrit dans la politique nationale de l’habitat, qui ambitionne de réduire le déficit en logements et d’améliorer les conditions de vie des citoyens.

Projet de décret exécutif
fixant les conditions et
modalités d’exercice de la
profession de pharmacien

Le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a indiqué, jeudi à Alger, qu’un projet de décret exécutif fixant les conditions et modalités de l’exercice de la profession de pharmacien était en cours d’élaboration, soulignant que ce texte permettra d’augmenter le nombre d’officines privées dans le pays. Lors d’une séance plénière consacrée aux questions orales à l’Assemblée populaire nationale (APN), le ministre de la Santé a fait savoir que ce projet de décret exécutif, en cours d’examen par une commission regroupant des experts, des techniciens et des partenaires sociaux, ainsi que le Conseil de déontologie professionnelle, “permettra d’élargir les opportunités d’obtention des agréments pour l’ouverture d’officines privées et d’augmenter leur nombre au niveau national”. Ce décret exécutif, fixant les conditions et modalités d’exercice de la profession de pharmacien et de pharmacien assistant, qui vient en application des dispositions de l’article 250 de la loi relative à la santé, permettra également, a-t-il ajouté, de “renforcer le nombre d’officines privées dont le nombre ne dépasse pas actuellement 12.938 pharmacies, et d’assurer la disponibilité des produits pharmaceutiques et d’équipements médicaux au niveau national”, mais aussi de répondre au nombre important de demandes des pharmaciens non agréés, inscrits sur les listes d’attente, lesquelles seront traitées via une plateforme numérique afin de garantir la transparence des informations”. Il a indiqué, dans ce contexte,



que son secteur a élaboré deux projets de décrets exécutifs, dont le premier définit les conditions et les modalités de description des substances pharmaceutiques destinées à la médecine humaine, tandis que le second définit les caractéristiques techniques des compléments alimentaires destinés à la consommation humaine, soulignant que les deux projets ont été déposés pour étude au niveau du Secrétariat général du Gouvernement. Répondant à une question sur la prévention du cancer de la prostate et la prise en charge des patients, le ministre de la Santé a expliqué que son secteur a élaboré un Programme national de prévention de ce type de maladie, en veillant à la création de nouveaux services spécialisés en chirurgie urologique et à l’introduction de nouvelles techniques de dépistage. L’acquisition de cinq robots, a-t-il ajouté, est également prévue dans le cadre du Fonds d’allocation relatif à la lutte contre le cancer, dont quatre seront affectés aux centres hospitalo-universitaires des wilayas d’Alger, Batna et Oran, et à l’Etablissement Hospitalier Spécialisé de Transplantation d’Organes et de Tissus (EHS TOT Blida), et le cinquième au service de chirurgie générale de l’établissement hospitalier spécialisé dans le traitement du cancer “Pierre et Marie Curie” (CPMC) à Alger.

INTERDICTION DE CHASSE EN ALGÉRIE :
Le Premier ministre clarifie la situation

Les services du Premier ministre ont tenu à clarifier, jeudi soir, la situation liée à la saison de chasse 2025-2026, après la diffusion d’informations faisant état d’une interdiction de cette activité à partir de la mi-janvier. Dans un communiqué officiel, ils ont confirmé que la saison de chasse est ouverte depuis le 1er décembre 2025, conformément à la législation en vigueur. Cette mise au point intervient en réaction à ce qui a été relayé par certains médias, évoquant une suspension générale de la chasse à partir du milieu du mois de janvier en cours. Une information que les services du Premier ministre ont formellement démentie. Une saison ouverte depuis le 1er décembre Le communiqué rappelle que la saison de chasse 2025-2026 a débuté le 1er décembre 2025 et demeure ouverte. Toutefois, les services du Premier ministre soulignent que cette activité est strictement encadrée par la loi relative à la chasse et ne se pratique pas de manière uniforme sur l’ensemble du territoire national.



En effet, la programmation de la saison de chasse dépend de plusieurs critères essentiels, notamment le type de gibier autorisé et les spécificités propres à chaque wilaya. Une gestion confiée aux autorités de wilaya Selon les précisions apportées, les autorités locales sont chargées de décider des périodes et des conditions de chasse dans leurs wilayas respectives. Ces décisions tiennent compte du type de gibier concerné, des équilibres écologiques et des périodes de repos biologique nécessaires à la préservation des espèces animales. Cette gestion décentralisée vise à assurer une exploitation rationnelle de la faune sauvage, tout en évitant toute atteinte à la biodiversité. Les conditions légales pour chasser en Algérie La loi algérienne autorise la pratique

de la chasse terrestre à tous les citoyens, à condition de respecter un cadre réglementaire strict. Le chasseur doit suivre une formation spécifique et obtenir un certificat d’aptitude. Il doit également disposer d’une licence de chasse en cours de validité et être affilié à une association de chasseurs agréée. Ces mesures ont pour objectif de garantir une pratique responsable, sécurisée et respectueuse de l’environnement. Des interdictions toujours en vigueur Même lorsque la saison est ouverte, certaines périodes restent strictement interdites à la chasse. Il est notamment prohibé de chasser durant les phases de reproduction des oiseaux et des animaux, lors des chutes de neige, ainsi que pendant les périodes officielles de fermeture décidées par les autorités compétentes. Par cette clarification, les services du Premier ministre appellent les citoyens et les chasseurs à se référer uniquement aux sources officielles et aux décisions des autorités locales, afin d’éviter toute confusion et de respecter la réglementation en vigueur.

TRAVAIL
Saihi met en avant les mesures de numérisation
pour améliorer la qualité du service public

Le ministre du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi a mis en avant, jeudi, les mesures de numérisation prises au niveau du secteur en vue d’améliorer la performance et la qualité du service public. Lors d’une plénière à l’Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales adressées à plusieurs membres du Gouvernement, M. Saihi a évoqué les mesures de numérisation adoptées par son secteur, notamment celles relatives au système de la carte électronique “Chifa”, visant à alléger les procédures et à améliorer la



performance ainsi que la qualité du service public fourni au citoyen. Il a, en outre, fait savoir que le nombre de cartes “Chifa” émises depuis l’entrée en vigueur de ce système s’est élevé à 21 millions, ajoutant que cette carte est désormais délivrée dans un délai de seulement 10 jours. Evoquant le dispositif de

l’allocation chômage, le ministre a souligné les efforts consentis pour accompagner les bénéficiaires en vue de leur insertion dans le marché du travail et de leur contribution au développement national, rappelant les mesures de numérisation mises en place en la matière, notamment les plateformes numériques lancées, dont l’application “Minhati”. M. Saihi a, par ailleurs, souligné l’intérêt particulier accordé à la question de l’emploi, faisant état des mesures prises par l’Agence nationale de l’emploi (ANEM), pour améliorer la performance et garantir la qualité du service public dans ce domaine.

SPÉCULATION SUR FIAT DOBLO PANORAMA: Un vaste réseau international de trafic démantelé

Les éléments de la Gendarmerie nationale sont parvenus à démanteler un réseau criminel international spécialisé dans la spéculation et le commerce illégal de véhicules de marque Fiat Doblo Panorama. L'opération, menée avec succès, s'est soldée par l'arrestation de 13 suspects impliqués dans cette activité frauduleuse, a indiqué un communiqué officiel de la Gendarmerie nationale. Selon la même source, ce réseau international est composé de personnes physiques et morales de différentes nationalités, activant dans l'importation, la commercialisation et la revente illicite de véhicules Fiat Doblo Panorama. Les mis en cause exploitaient des circuits parallèles et des montages frauduleux pour contourner les lois en vigueur et réaliser d'importants profits au détriment de l'économie nationale.

Enquête et méthodes frauduleuses

découvertes

L'enquête a été déclenchée à la suite d'informations et de renseignements recueillis par la brigade de recherche et d'investigation de la wilaya de Tipaza, faisant état de graves irrégularités et de manipulations dans le processus de commercialisation de ces véhicules, pourtant fabriqués localement en Algérie. Les investigations approfondies ont permis de mettre au jour un vaste système de fraude organisé et structuré. D'après les conclusions de l'enquête, le réseau procédait à l'importation de véhicules neufs ainsi que de voitures âgées de moins de trois ans, sans disposer des licences ni des agréments nécessaires délivrés par les autorités compétentes. Pour mener à bien leurs activités illégales, les membres du réseau avaient créé plusieurs sociétés-écrans, aussi bien à l'intérieur du pays



qu'à l'étranger, toutes rattachées à la même organisation criminelle internationale. Cette stratégie visait notamment à échapper aux mécanismes de contrôle, à faciliter le transfert illégal de devises vers et depuis l'étranger, ainsi qu'à se soustraire aux obligations fiscales.

Saisies et poursuite de l'enquête

L'opération a également permis la saisie de 61 véhicules de différentes marques et catégories, ainsi qu'une somme d'argent en monnaie nationale estimée à 5 990 000 dinars algériens, en plus de 700 euros. Les forces de l'ordre ont aussi récupéré

plusieurs objets et équipements utilisés dans l'activité criminelle, notamment des téléphones portables, du matériel informatique, deux machines de comptage de billets, des cachets appartenant à des sociétés et à des particuliers, ainsi que des plaques d'immatriculation de véhicules étrangers. Les suspects arrêtés ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes, tandis que l'enquête se poursuit afin d'identifier d'éventuelles autres ramifications du réseau et de déterminer l'ampleur exacte des préjudices causés. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus de la Gendarmerie nationale pour lutter contre la criminalité économique et protéger le marché national contre les pratiques frauduleuses.

IL SE FAIT PASSER POUR ALGÉRIE POSTE:

Un réseau criminel siphonne plus de 1,6 milliard de centimes

Les services de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Annaba ont réussi à démanteler un réseau criminel spécialisé dans l'escroquerie et l'arnaque, utilisant les technologies de l'information et de la communication pour piéger ses victimes. Dans un communiqué publié mercredi, les services de la Gendarmerie nationale ont indiqué que cette opération s'inscrit dans le cadre de la poursuite des actions qualitatives menées pour lutter contre les différentes formes de cybercriminalité. Les éléments de la section de recherche et d'investigation de la Gendarmerie d'Annaba ont ainsi ciblé un réseau criminel qui sévissait à travers des pratiques frauduleuses sophistiquées,

visant un large public.

Élaboration de l'enquête et résultats

Selon la même source, l'enquête a été déclenchée à la suite de renseignements faisant état de l'activité suspecte d'un groupe criminel qui se faisait passer pour une entité officielle relevant de l'entreprise publique Algérie Poste. Les membres du réseau utilisaient cette usurpation d'identité afin de gagner la confiance de leurs victimes et de les inciter à fournir des informations personnelles ou à effectuer des transactions financières frauduleuses. Après l'ouverture de l'enquête et l'exploitation des investigations techniques et numériques, les services compétents sont parvenus à identifier les membres du réseau ainsi que leurs lieux de résidence.

Une fois l'ensemble des procédures légales accomplies, les enquêteurs ont procédé à l'extension territoriale de leur compétence vers une autre wilaya du pays. L'opération s'est soldée par l'arrestation des individus impliqués et la saisie de plusieurs objets en lien direct avec l'affaire. L'opération a permis l'interpellation de dix (10) personnes, la saisie de plusieurs téléphones portables, d'un ordinateur portable, d'une unité centrale, ainsi que d'une somme d'argent en monnaie nationale estimée à 52 000 dinars algériens. Les investigations ont également révélé que les montants financiers ayant transité entre les membres du réseau dépassaient 1,6 milliard de centimes.

Conséquences juridiques

À l'issue de cette affaire, un dossier judiciaire a été constitué et les mis



en cause ont été présentés devant les juridictions territorialement compétentes. Ils font face à de lourdes charges, notamment constitution d'une association de malfaiteurs organisée, escroquerie et spoliation de biens d'autrui par le biais des technologies de l'information et

de la communication, atteinte aux systèmes de traitement automatisé de données, introduction frauduleuse, modification et suppression de données, ainsi que usurpation d'identité, des faits susceptibles d'entraîner une inscription au casier judiciaire, précise le communiqué de la Gendarmerie nationale.

ALERTE FRAUDE:

Algérie Poste met en garde contre des arnaques sur WhatsApp

Dans un communiqué officiel diffusé sur ses réseaux sociaux, l'institution publique Algérie Poste a alerté ses usagers sur les risques de sécurité liés à la perte de la carte de paiement « classique ». L'organisme insiste sur la nécessité d'une réaction immédiate pour protéger les avoirs financiers des clients. Ainsi, il existe deux méthodes pour bloquer une carte perdue. Pour neutraliser une carte et prévenir toute utilisation frauduleuse, Algérie Poste met à disposition deux options :

- 1.En agence : Le client peut se rendre physiquement au bureau de poste le plus proche pour demander le blocage instantané de sa carte.
- 2.Via l'application « BaridiMob » : Une option de suspension est disponible directement sur l'interface mobile, permettant une gestion autonome et rapide du gel des services liés à la carte. L'institution précise qu'une fois la carte gelée, une procédure de

remplacement est engagée. Effet, il faut un nouveau code secret afin de garantir l'intégrité du compte, la nouvelle carte sera systématiquement accompagnée d'un nouveau code PIN. Cette mesure vise à assurer une protection maximale des transactions financières futures et à rompre tout lien avec l'ancienne carte potentiellement compromise.

Alerte Fraude : Algérie Poste met en garde contre des arnaques sur WhatsApp

Algérie Poste a diffusé une série de mises en garde cruciales pour la protection des avoirs financiers de ses clients. Dans un premier temps, l'entreprise souligne l'importance de la réactivité en cas de perte de la carte Edahabia. Elle précise que tout retard dans l'opposition peut exposer le compte postal à des transactions frauduleuses. Pour neutraliser ce risque, les usagers disposent alors de deux leviers : se rendre immédiatement



dans le bureau de poste le plus proche ou procéder au gel instantané de la carte via l'application mobile « BaridiMob ». Chaque remplacement de carte après un blocage donnera lieu à l'émission d'un nouveau code secret confidentiel afin de garantir

l'intégrité du compte. Parallèlement à ces mesures opérationnelles, Algérie Poste alerte sur une recrudescence de cyberattaques ciblant les réseaux sociaux, et plus particulièrement l'application WhatsApp. Des

messages frauduleux, usurpant l'identité visuelle de l'institution, circulent massivement pour promouvoir des jeux et des concours fictifs promettant des prix de grande valeur. Ainsi, l'organisme dément formellement toute implication dans ces opérations de communication et rappelle qu'il ne demande jamais d'informations personnelles ou de données bancaires par messagerie instantanée. Face à ces tentatives de « phishing », la consigne officielle est stricte : il est donc impératif de ne pas cliquer sur les liens suspects, de ne pas partager ces messages et de ne saisir aucune donnée confidentielle sur des plateformes tierces. Algérie Poste invite ses clients à se référer exclusivement à ses canaux de communication officiels pour toute information relative à leurs comptes ou aux services de l'institution.

ANNABA:

Consolidation et consultation entre les autorités locales et les parlementaires

S.F

Dans le cadre de la consolidation du principe de consultation et du renforcement du dialogue entre l'exécutif et les représentants du peuple, M. Abdelkarim Lamouri, le wali, Abdelkrim Lamouri, a présidé, jeudi passé, à partir de 14 heures, une rencontre avec les députés membres de l'Assemblée populaire nationale, en présence du président de l'Assemblée populaire de wilaya, du wali-délégué de la circonscription "Benaouda Benmostefa", du secrétaire général de la wilaya ainsi que des directeurs des services exécutifs concernés. Au cours de cette rencontre, les parlementaires ont exprimé plusieurs préoccupations et propositions touchant au développement local de la wilaya. Les échanges ont porté sur des sujets essentiels tels que le logement, le transport, les ressources en eau, la santé,



l'éducation, l'aménagement des terrains de proximité, l'urbanisme et les infrastructures routières, reflétant ainsi les préoccupations quotidiennes des citoyens. Le wali a souligné que ce type de rencontres constitue une opportunité précieuse pour un dialogue direct et un partage de visions, favorisant la coopération et l'intégration entre les différents acteurs, et contribuant à l'élaboration de solutions concrètes et efficaces pour répondre aux manquements identifiés au service des habitants de la wilaya d'Annaba.



Par ailleurs, le projet d'aménagement de la Place de la Révolution, récemment débloqué, a été présenté par le bureau d'études GART. M. Lamouri a insisté sur la nécessité d'élargir le cercle de concertation avec tous les partenaires et acteurs concernés afin d'aboutir à un projet répondant aux attentes des citoyens et valorisant l'image urbaine de la ville, en harmonie avec son histoire et sa place dans le pays. Le wali a également affirmé que toutes les préoccupations relevées seront examinées avec soin pour envisager des solutions adaptées



aux moyens disponibles, et que les portes demeurent ouvertes à une coordination permanente entre les institutions exécutives et élues afin de garantir une prise en charge optimale des besoins de la population. L'amélioration du service public demeure une priorité, conformément aux directives du Président de la République, et les travaux de concertation continueront de s'inscrire dans le cadre d'un programme d'échanges constructifs entre autorités locales et élus, en lien avec les projets stratégiques de développement récemment

accordés à la wilaya. Les députés présents ont salué la tenue de cette rencontre, soulignant qu'elle reflète la volonté ambitieuse des autorités locales, et particulièrement du wali, de promouvoir le service public et de répondre aux besoins de développement de la population. Ils ont réaffirmé leur engagement à poursuivre leurs efforts au niveau national et local dans un cadre de coordination avec les autorités locales, au service de la wilaya et de ses habitants.

ANNABA:

Le wali rend hommage aux P/APC des communes de Chetaibi et de Seraidi pour les efforts consentis

R.C

Dans le cadre de l'appréciation des efforts de développement des communes consentis, le wali Abdelkrim Lamouri, a honoré les Présidents des conseils populaires municipaux des communes de Seraidi et de Chetaibi pour leur

contribution et leur sens de responsabilité dans la mise en œuvre du programme de développement de leurs communes respectives ainsi qu'à la mise en œuvre de tous les processus de développement qui leur ont été confiés, pour répondre aux besoins des citoyens des deux communes.



ANNABA / CIRCONSCRIPTION "BENAOUA BENMOSTEFA"

Le wali-délégué opère une mise au point avec les représentants de l'ADE et de l'AADL



Imen.B

Dans le cadre du suivi permanent de la qualité des services publics et de la prise en charge effective des préoccupations des citoyens, le wali-délégué de la circonscription administrative "Benaouda Benmostefa" a tenu, jeudi passé, une séance de travail avec les représentants de l'Algérienne des Eaux (ADE) ainsi que de l'Agence AADL de gestion immobilière. Lors de cette rencontre, le wali-délégué a insisté sur la nécessité

d'intervenir rapidement et sans délai pour la réparation de l'ensemble des fuites et des dysfonctionnements constatés, notamment sur les réseaux d'alimentation en eau potable et au niveau des infrastructures gérées par les organismes concernés. Il a également émis des instructions fermes visant à la mobilisation de tous les moyens humains et matériels disponible, afin d'assurer une prise en charge optimale des doléances des habitants, en particulier en ce qui concerne la qualité, la continuité et l'efficacité

des services fournis. Cette séance de travail s'inscrit dans une démarche visant à améliorer le cadre de vie des citoyens, à renforcer la coordination entre les différents intervenants, et à garantir une réponse rapide et efficiente aux préoccupations exprimées par la population. Les services concernés ont été appelés à redoubler d'efforts, à assurer un suivi rigoureux des interventions sur le terrain et à rendre compte régulièrement de l'état d'avancement des actions engagées.

ANNABA:

Le Chef de daïra s'enquiert des travaux de réhabilitation et de restauration des écoles primaires

Imen.B

En application des instructions du wali, le chef de la daïra d'Annaba a présidé, avant-hier jeudi, une réunion de travail au siège de la daïra. Cette rencontre s'est tenue en présence du P/APC par intérim et du directeur de l'éducation, du secrétaire général de la commune d'Annaba, des inspecteurs de l'Éducation relevant des circonscriptions de la daïra, du chef du service de la programmation et du suivi, du directeur des travaux et de la maintenance, du chef de la subdivision des équipements publics, et de la chargée du suivi des projets au niveau de la daïra.

La réunion a été consacrée à la présentation, l'examen et la mise au point de la situation relative aux propositions de travaux de réhabilitation et de restauration, au profit des écoles primaires situées sur le territoire de la commune d'Annaba. Les participants ont procédé à une évaluation détaillée de l'état des établissements concernés, en tenant compte des priorités, des besoins urgents et des contraintes techniques, dans l'objectif d'améliorer les



conditions d'accueil et d'enseignement au sein des structures éducatives. À l'issue d'un débat, le chef de daïra a insisté sur la nécessité d'accélérer la finalisation des propositions, d'assurer une coordination étroite entre les différents secteurs concernés, et de veiller à la concrétisation effective des opérations de réhabilitation, conformément aux normes en vigueur et dans les délais impartis. Cette réunion s'inscrit dans la volonté des autorités locales de garantir un environnement scolaire sain et sécurisé, et de renforcer la qualité des infrastructures éducatives, au bénéfice des élèves et du personnel éducatif.

ANNABA / DCP

Inspection et suivi du marché et des pratiques commerciales



Imen.B

Dans le cadre du suivi régulier de la situation du marché et de la veille permanente visant à garantir l'approvisionnement normal des citoyens, les services de contrôle des pratiques commerciales ont effectué, en date du 15 janvier 2026, une sortie de contrôle sur le terrain à l'échelle du territoire de la commune d'Annaba. Cette opération a concerné plusieurs grossistes, entrepôts, dépôts et espaces de stockage, dans le but de vérifier la disponibilité des produits de large consommation et des denrées de première nécessité, ainsi que de s'assurer du respect des conditions de stockage, de conservation et d'approvisionnement. Les agents de contrôle ont également procédé à l'examen de la conformité des activités

commerciales avec la réglementation en vigueur, notamment en matière de transparence des pratiques, de régularité des circuits de distribution et de respect des normes légales applicables au commerce de gros. Cette action s'inscrit dans une démarche préventive visant à assurer la stabilité du marché, à lutter contre toute forme de spéculation ou de déséquilibre, et à protéger le pouvoir d'achat du consommateur, tout en veillant à instaurer un climat commercial sain et organisé. Les services concernés réaffirment la poursuite de ces opérations de contrôle de manière continue, en coordination avec les différents acteurs concernés, afin de garantir un marché stable, transparent et conforme aux exigences légales.

ANNABA / PROTECTION CIVILE

Bilan des accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures

Imen.B

Au cours des 24 dernières heures, la direction de la protection civile de la wilaya d'Annaba a enregistré quatre (04) accidents de la circulation survenus sur différents axes routiers à travers le territoire de la wilaya. Ces accidents ont entraîné cinq (05) blessés, des deux sexes, âgés entre 20 et 46 ans, ayant subi diverses blessures de gravité variable. Les équipes de la protection civile sont intervenues rapidement sur les lieux afin de porter les premiers secours aux victimes, avant de procéder à leur évacuation vers les établissements hospitaliers les plus proches pour une prise en charge médicale appropriée. À travers ce bilan, la direction de la protection civile rappelle aux usagers de la route, l'importance du respect du code de la route et de l'adoption d'un comportement responsable au volant, afin de préserver les vies humaines, de réduire le nombre d'accidents de la circulation, et de garantir leur sécurité et celle



d'autrui. Il est fortement recommandé de veiller à la maintenance régulière du véhicule, notamment en vérifiant l'état des freins et des pneus et le bon fonctionnement des feux et dispositifs d'éclairage. La protection civile réaffirme son engagement permanent à intervenir rapidement pour la protection des citoyens et appelle l'ensemble des conducteurs à faire preuve de prudence, de vigilance et de responsabilité sur la route.

ANNABA:

Le marché de l'automobile continue de faire face à une pression importante



S.F

Plusieurs facteurs contribuent à cette tendance, parmi lesquels sont évoqués l'augmentation du coût des matières premières, de la PDR, ainsi que la rareté de certains composants électroniques et les fluctuations du marché international. Les constructeurs affirment que cette hausse se répercute directement sur le consommateur, qui se retrouve souvent confronté à des tarifs plus élevés pour des modèles standards. Les experts soulignent également que l'évolution des prix est influencée par la demande croissante. Cette situation impacte fortement le

pouvoir d'achat des ménages et modifie les comportements en matière d'achat. Certains consommateurs privilégient désormais l'achat de véhicules d'occasion, tandis que d'autres repoussent leur projet d'acquisition en attendant une stabilisation du marché. Les autorités et acteurs du secteur observent la situation de près, appelant à des mesures visant à réguler le marché et à faciliter l'accès à la mobilité pour tous. Dans ce contexte, l'évolution des prix des voitures reste un indicateur clé de la santé économique du secteur automobile et de l'équilibre entre l'offre et la demande.

ANNABA / EMISSION RADIOPHONIQUE : La brigade de lutte contre la cybercriminalité intervient dans les cas de violation des données personnelles

S.F

Dans le cadre de ses missions de sensibilisation et de prévention, la brigade de lutte contre la cybercriminalité a pris part à une émission radiophonique consacrée au thème de l'atteinte aux données personnelles. Cette initiative s'inscrit dans une démarche visant à informer le grand public sur les risques liés à la divulgation et à l'exploitation abusive des informations personnelles, à l'heure où les usages numériques se multiplient et où les données des citoyens sont de plus en plus exposées. Au cours de cette émission, les intervenants de la brigade



ont détaillé les différentes formes de violation des données personnelles, allant du piratage des comptes en ligne au vol d'informations sensibles, en passant par l'usage frauduleux de données bancaires ou administratives. Ils ont également mis en lumière les conséquences de ces infractions, qui peuvent affecter aussi bien la vie privée que la sécurité financière et sociale des

victimes. Les experts ont insisté sur l'importance d'adopter des pratiques sécurisées, telles que l'usage de mots de passe complexes, la vigilance face aux courriels ou messages suspects et la prudence dans le partage des informations personnelles sur les réseaux sociaux. Ils ont également rappelé que toute personne victime d'une atteinte à ses données peut recourir

aux mécanismes légaux et signaler l'incident aux autorités compétentes pour garantir la protection de ses droits. Cette intervention médiatique s'inscrit dans une série d'actions menées par les services de sécurité pour renforcer la culture de cybersécurité auprès des citoyens et les inciter à adopter des comportements responsables en ligne. Selon les responsables de la brigade,

la prévention constitue un volet central de la lutte contre la cybercriminalité, car la sensibilisation permet de réduire significativement les risques d'attaques et de violations des données personnelles. Enfin, les spécialistes ont encouragé un dialogue permanent entre les citoyens, les institutions publiques et les acteurs privés afin de créer un environnement numérique plus sûr et de renforcer la confiance des utilisateurs dans les services en ligne. Cette démarche reflète l'engagement continu des autorités à protéger les données personnelles et à promouvoir la sécurité numérique comme un enjeu majeur de la société moderne.

ANNABA : Le port de phosphate, un chantier stratégique pour la valorisation des ressources minières

S.F

Le port de phosphate d'Annaba s'affirme comme un chantier stratégique, reflétant la volonté des autorités locales et nationales de valoriser pleinement les ressources minières de la région. Ce projet s'inscrit dans une démarche de modernisation et d'optimisation des infrastructures portuaires, afin de soutenir le développement

économique local tout en renforçant la position de la wilaya d'Annaba comme pôle majeur de l'industrie minière. Les travaux entrepris visent à améliorer la capacité opérationnelle du port, à sécuriser la logistique des exportations et à faciliter l'acheminement des phosphates vers les marchés internationaux. Cette initiative traduit une approche intégrée, combinant développement

industriel et optimisation des ressources naturelles, tout en créant des opportunités d'emploi et en dynamisant l'économie régionale. Le chantier stratégique du port de phosphate illustre ainsi la vision des autorités pour un développement durable et compétitif, où la valorisation des ressources minières devient un levier central pour la prospérité économique de la wilaya et du pays.



LES NUITS DE BÔNE : L'accumulation compulsive chez les personnes âgées et son impact sur les relations familiales

S.F

Dans le cadre de l'émission « Les nuits de Bône », le sujet du jour s'est penché sur l'accumulation compulsive chez les personnes âgées et ses répercussions sur les relations familiales et sociales. L'émission a accueilli Siham Kechi, consultante en psychologie clinique et formatrice familiale, aux côtés de Dounia Menouri, pour analyser ce comportement et ses conséquences sur le quotidien des seniors et de leur entourage. Au cours de cette discussion, les intervenantes ont expliqué que l'accumulation excessive, souvent perçue comme un

simple caprice ou un désordre, peut en réalité être le symptôme de détresses psychologiques ou émotionnelles profondes. Ce comportement entraîne fréquemment des tensions au sein des familles, affecte la vie sociale des seniors et complique parfois la gestion de leur environnement domestique. L'émission a également mis l'accent sur les stratégies d'accompagnement, soulignant l'importance d'une approche empathique et progressive pour aider les personnes âgées à surmonter ce trouble, tout en préservant leurs liens sociaux et familiaux. **Qu'est-ce que le trouble d'accumulation compulsive ?** Avez-vous du mal à jeter

des objets ? Votre logement est-il encombré au point de devenir difficile à vivre ? Ces comportements peuvent signaler un trouble d'accumulation compulsive, parfois associé à ce qu'on appelle familièrement le syndrome de Diogène. Contrairement à une simple négligence ou à un petit penchant pour le désordre, l'accumulation compulsive est un trouble psychique. Elle se manifeste par l'impossibilité de se débarrasser d'objets, même s'ils sont abîmés, inutiles, ou sans aucune valeur réelle. Ce comportement entraîne un encombrement extrême, qui nuit à la qualité de vie, à l'hygiène, et parfois même à la sécurité des personnes



concernées.

Il existe des solutions thérapeutiques efficaces. Une prise en charge adaptée permet de :

- Identifier les causes émotionnelles de votre attachement aux objets,

- Apprendre à trier, à jeter, et à retrouver un espace de vie fonctionnel,
- Réduire le stress, améliorer votre santé mentale et vos relations,
- Reprendre le contrôle de vos finances et de votre quotidien.

Le gouvernement suspend les débats budgétaires et envisage de recourir à l’ordonnance ou au 49.3

L’incapacité des députés à s’entendre sur le projet de loi de finances remet en avant ces deux procédures constitutionnelles qui peuvent s’avérer périlleuses pour l’exécutif, selon le monde fr. » C’est Eric Coquerel qui a vendu la mèche. Il était plus de 23 heures, jeudi 15 janvier, quand le président (La France insoumise, LFI) de la commission des finances s’est soudain levé de son banc, s’est emparé du micro et a réveillé une



Assemblée clairsemée en les débats ce soir ». Pendant quelques minutes, la discussion s’est malgré tout poursuivie. Le député Emmanuel Maurel (Gauche démocrate et républicaine)

a défendu son amendement sur la taxation des plateformes de streaming, « à supposer que ça intéresse quelqu’un... » Puis, à minuit pile, le ministre des relations avec le Parlement, Laurent Panifous, a confirmé l’information : l’examen du budget, commencé le 14 octobre 2025, est suspendu. Fin provisoire de trois mois de débats interminables, répétitifs et infructueux. Les députés ne siégeront ni vendredi, ni lundi. Ils se retrouveront mardi. Une fenêtre de quatre jours durant laquelle le premier ministre,

Sébastien Lecornu, espère enfin trouver un budget de compromis, avant de le faire passer dans la foulée, mais sans vote, en recourant soit à une ordonnance, soit à l’article 49.3 de la Constitution. Vendredi, « le premier ministre et les ministres feront donc des propositions d’évolution de la copie initiale du projet de loi de finances pour l’Etat, qui témoigneront qu’un compromis est possible avec les forces politiques qui défendent l’intérêt général »,

Au Groenland, une mission militaire européenne aux contours encore flous pour contrer les ambitions de Donald Trump

Le royaume du Danemark, pays organisateur, n’a jusqu’ici communiqué aucun chiffre sur le nombre de soldats arrivés dans la capitale de l’île, Nuuk, en « mission de reconnaissance », selon le monde fr. Dans les rues paisibles de Nuuk, la capitale du Groenland, la présence, jeudi 15 janvier, de militaires déambulant en treillis, ici d’un groupe de quatre Danois, là

de l’attaché défense de l’ambassade britannique au Danemark, n’a semblé troubler personne, bien au contraire. Arrivés la veille au soir, à bord de deux C-130 Hercules, une majorité de soldats danois renforcés par des militaires de plusieurs pays européens, parmi lesquels cinq Français, ont rejoint la mission « Arctic Endurance ». Une opération interalliée décidée en urgence par le royaume du Danemark,

sans lien aucun avec le commandement de l’Organisation du traité de l’Atlantique Nord (OTAN) – et, fait inhabituel, sans date de début ou de fin officiellement annoncée –, pour répondre, selon une source, à une « urgence politique ». Une démonstration qui se veut avant tout communautaire face à l’appétit affiché de Donald Trump pour s’emparer, de gré ou de force, du Groenland.



STATUT DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE : Macron veut finir son mandat sur un résultat qui se dérobe

Le président de la République reçoit les formations politiques calédoniennes vendredi 16 janvier à l’Elysée, en espérant que soit adopté d’ici lundi un improbable « document complémentaire » à l’accord de Bougival sur l’avenir institutionnel du territoire, selon le monde fr. A mesure que le scrutin présidentiel de 2027 se rapproche, les chances, déjà faibles, d’une révision constitutionnelle qui instaurerait le futur « Etat de la Nouvelle-Calédonie » s’évanouissent



complètement. Pourtant, en recevant les formations politiques du territoire, vendredi 16 janvier, à l’Elysée pour « ouvrir de nouvelles perspectives politiques » et « continuer d’avancer sur

la stabilisation de ses institutions », le président de la République agit comme si une telle entreprise politique était encore possible au Parlement. Emmanuel Macron veut « faire de

2026 une année utile », a précisé l’Elysée mercredi, avant ce énième round de discussions, conduit par un chef de l’Etat qu’on dit lassé d’un dossier calédonien encalminé depuis 2021. Les signataires indépendantistes et non indépendantistes de l’accord de Bougival du 12 juillet 2025, à l’exception du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), qui l’a, depuis, rejeté et ne s’est pas déplacé à Paris, se retrouveraient donc pour élaborer « d’ici lundi » un « document complémentaire

». Celui-ci serait inclus par amendement au projet de loi constitutionnelle que l’exécutif a présenté mi-octobre 2025 au conseil des ministres. L’Elysée parle d’un « point d’étape » visant à obtenir des « éclaircissements », des « clarifications », des « explications », des « interprétations ». Et « si la loi constitutionnelle est adoptée, une consultation de la population calédonienne aura lieu, et ensuite des élections provinciales (...) qui pourraient être repoussées à l’horizon du mois de septembre 2026 »

Le Mexique demande aux Etats-Unis de faire la lumière sur la mort d'un de ses ressortissants détenu par l'ICE

Selon le gouvernement mexicain, cette mort suspecte aurait eu lieu mercredi en Géorgie. Au moins quatre personnes sont mortes alors qu'elles se trouvaient entre les mains de la police de l'immigration depuis début janvier, selon le monde fr. Le gouvernement mexicain veut comprendre comment l'un de ses ressortissants a pu trouver la mort entre les mains de la police de l'immigration américaine (Immigration and Customs Enforcement, ICE) dans l'Etat de Géorgie, dans le sud des Etats-Unis. Jeudi

15 janvier, le consulat du Mexique à Atlanta a exigé de Washington « que les circonstances des faits soient éclaircies », a annoncé dans un communiqué le ministère des affaires étrangères. Le consulat a dit apporter sa collaboration à l'enquête. Selon le gouvernement mexicain, cette mort suspecte aurait eu lieu mercredi. Les autorités américaines n'ont fait aucun commentaire dans un premier temps. Au moins quatre personnes sont mortes alors qu'elles étaient détenues par l'ICE depuis le début de l'année

2026, et au moins 30 en 2025, l'année la plus meurtrière depuis la création de cette police en 2004, selon des statistiques officielles. Un Vénézuélien blessé par balle à Minneapolis L'ICE est la principale actrice de la campagne massive d'arrestations d'immigrants clandestins voulue par le président américain, Donald Trump. La mort d'une Américaine de 37 ans, Renee Nicole Good, tuée par un agent de l'ICE à Minneapolis le 7 janvier, a provoqué de vives tensions et des manifestations dans cette



ville de l'Etat du Minnesota. Mercredi, un Vénézuélien a été blessé par balle par l'ICE. Donald Trump a menacé, jeudi, d'invoquer une loi

d'exception qui lui permettrait de déployer l'armée à Minneapolis, après une soirée de heurts entre forces de l'ordre et manifestants.

En Inde, la contamination de l'eau du robinet met en danger les habitants

De nombreux épisodes d'intoxication, parfois mortelle, ont eu lieu dans le pays. En cause : des réseaux de distribution d'eau potable contaminés par les eaux usées. Urbanisation anarchique et défaut de surveillance de la qualité de la ressource sont pointés. Epidémies de diarrhée, typhoïde, présence de métaux lourds... Chaque année en Inde, l'eau du robinet empoisonne des milliers de personnes et en tue des dizaines. Le dernier drame en date a coûté la vie à une



vingtaine d'habitants d'un quartier défavorisé de la ville d'Indore, dans l'Etat du Madhya Pradesh, entre

fin décembre 2025 et les premiers jours de janvier. Cette contamination des eaux, qui a envoyé au moins 200

personnes à l'hôpital et en a rendu quelque 2 000 autres malades, a eu lieu dans la ville pourtant considérée comme la plus propre du pays. Les causes officielles de cette pollution n'ont pas été officiellement dévoilées. Initialement, les autorités soupçonnaient les toilettes d'un poste de police, construites au-dessus d'une canalisation et qui fonctionnaient sans fosse septique. Mais, dans le quartier touché, les canalisations d'eau courante passent aussi à proximité d'un réseau d'égouts vieillissants.

Les eaux usées se seraient ainsi mélangées à l'eau du robinet. « L'eau a été contaminée par des excréments, et ce qui s'est produit n'est malheureusement pas un accident, c'est de la négligence criminelle et de la défaillance systémique, car les infrastructures sont délabrées, et la gestion des eaux usées complètement défaillante à travers le pays », regrette Vimlendu Jha, militant de la cause environnementale et fondateur de l'ONG Swechha (« libre volonté », en sanskrit).

Au Royaume-Uni, l'impopularité du Brexit relance le débat sur les liens avec l'UE

En juin 2025, 56 % des Britanniques estimaient que leur pays n'aurait pas dû quitter l'UE. Face à cette défiance et à la désintégration de l'alliance occidentale, le premier ministre, Keir Starmer, jusque-là timide sur le sujet, a changé de tactique, conscient de la nécessité de trouver d'autres alliés que les Etats-Unis, selon le monde fr. Depuis que le Royaume-Uni a effectivement quitté l'Union européenne (UE), le 31 janvier 2020, les politiques britanniques ont tous évité, autant que possible, de remettre le sujet du Brexit sur la table. Les électeurs étaient lassés des divisions

engendrées par le référendum de juin 2016 sur la sortie de l'Europe et de l'interminable négociation avec Bruxelles l'ayant suivi. Le très prudent Keir Starmer, chef de file plutôt pro-européen du Labour, abordait peu ce divorce, tétanisé à l'idée de contrarier les brexiters issus des classes populaires dont il convoitait les votes pour faire gagner son parti, ce qu'il a réussi, lors des élections législatives de 2024. Les conservateurs n'osaient plus se prévaloir du Brexit après les mandats chaotiques des europhobes Boris Johnson et Liz Truss et leur incapacité à en tirer un bénéfice tangible pour leurs concitoyens. Même

Nigel Farage, le chef de file du parti d'extrême droite Reform UK, père spirituel du Brexit, semblait s'en être désintéressé, ayant substitué les immigrés à l'UE comme bouc émissaire. Car si la catastrophe économique annoncée par les opposants au Brexit n'a pas eu lieu, les prévisions de l'autorité britannique indépendante chargée des prévisions budgétaires de 2020 font toujours consensus. Elles estimaient que le divorce avec l'UE se traduirait à long terme par une réduction de 15 % en volume des échanges du Royaume-Uni avec le reste du monde et à une perte de

productivité de 4 %. Depuis le Brexit, le Royaume-Uni peut certes signer ses propres accords de libre-échange et il est parvenu, avant l'UE, à trouver un terrain d'entente sur ses taxes à l'exportation avec les Etats-Unis. Mais ces gains commerciaux sont modestes. Alignement réglementaire Depuis trois ans, les sondages indiquent avec constance que le Brexit est devenu impopulaire. En juin 2025, 56 % des Britanniques estimaient que leur pays n'aurait pas dû quitter l'UE, selon l'institut YouGov. En septembre 2025, 62 % des personnes sondées trouvaient que le Brexit était

un échec. Dans ce contexte, le premier ministre, Keir Starmer, jusqu'alors timide et peu visionnaire, a changé de tactique à l'automne. S'il continue de limiter sa volonté de rapprochement avec l'UE à un alignement réglementaire, il a enfin osé dénoncer clairement les mensonges proférés par les partisans du Brexit pendant la campagne du référendum de 2016, selon lesquels ce dernier allait rapporter 350 millions de livres sterling (près de 286 millions d'euros de l'époque) par semaine au système de santé public et stopper la migration.

GUERRE EN UKRAINE : 36 missiles, 242 drones, quatre morts à Kiev... Ce que l'on sait de l'attaque russe de cette nuit

Des frappes russes ont touché l'Ukraine, dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 janvier. Au moins quatre personnes ont été tuées et dix-neuf autres blessées à Kiev. De nombreux bâtiments ont été touchés, notamment l'ambassade du Qatar. L'armée russe a lancé dans la nuit 36 missiles et 242 drones sur l'Ukraine, a annoncé l'armée de l'Air ukrainienne vendredi 9 janvier 2026, rapporte l'Agence France-Presse (AFP). Une manière de « tester » les alliés européens, affirme Kiev. Victimes, bâtiments visés, missile hypersonique... On fait le point sur ces frappes meurtrières.

Au moins quatre morts à Kiev

À Kiev, l'attaque a fait au moins quatre morts, dont un médecin, a annoncé le maire de la capitale ukrainienne, Vitali Klitschko, sur Telegram. Dix-neuf personnes ont aussi été blessées, notamment « quatre membres du personnel médical ».

Des bâtiments énergétiques et des immeubles résidentiels visés

Selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky, l'attaque russe visait principalement des « infrastructures énergétiques et des bâtiments civils », a-t-il déclaré sur Telegram. « Des bâtiments résidentiels et des infrastructures énergétiques ont été endommagés », confirme le maire de Kiev. Au moins vingt immeubles ont été visés, notamment dans le district de Desna, où un bâtiment de dix-huit étages a été incendié après avoir été touché par un drone.

L'ambassade du Qatar touchée selon Volodymyr Zelensky

L'ambassade du Qatar a été visée, a expliqué Volodymyr Zelensky. « Un pays qui fait tant pour la médiation avec la Russie, afin de libérer les prisonniers de guerre et les civils détenus dans les prisons russes », relève-t-il.

La moitié des immeubles de Kiev sans chauffage

Vitali Klitschko fait également état de « pannes d'électricité et de coupures d'eau ». « La moitié des immeubles de Kiev - près de 6 000 - sont actuellement sans chauffage », précise-t-il, alors que les températures s'annoncent très basses. L'attaque a aussi touché « un site d'infrastructures » dans



la région ukrainienne de Lviv, frontalière de la Pologne, membre de l'UE et de l'Otan, a indiqué le gouverneur régional Maksym Kozytsky.

La Russie a utilisé le missile hypersonique Orechnik

Plus tôt dans la nuit, les forces armées russes avaient annoncé avoir lancé une frappe massive avec des armes de haute précision à longue portée, notamment le complexe mobile de missiles terrestres de moyenne portée Orechnik et des drones.

Selon le ministère russe de la Défense, l'attaque est intervenue en réponse à l'attentat terroriste perpétré par le régime de Kiev contre une résidence de Vladimir Poutine, fin décembre, dont l'Ukraine affirme qu'il s'agit d'un mensonge.

Une frappe pour « tester » les alliés européens de l'Ukraine

De leurs côtés, les forces ukrainiennes assurent que ces frappes sont destinées à « tester » les alliés de l'Ukraine. Au total, 226 drones et 18 missiles ont été abattus, selon l'armée de l'air ukrainienne.

« Une telle frappe à proximité de la frontière de l'UE et de l'Otan constitue une grave menace pour la sécurité du continent européen et un test pour la communauté transatlantique », a estimé, sur X, le chef de la diplomatie ukrainienne Andrii Sybiga.

Le missile « volait à une vitesse de près de 13 000 km par heure », a ajouté le maire de Lviv Andrii Sadovy sur Telegram,

citant les informations de l'armée.

Il n'a pas fait état de victimes, indiquant simplement que l'attaque avait déclenché un système de sécurité automatique de gaz interrompant l'approvisionnement pour plusieurs centaines d'habitants du village de Roudné.

Volodymyr Zelensky réclame « une réaction claire » de la communauté internationale

Sur Telegram, Volodymyr Zelensky a demandé « une réaction claire » de la communauté internationale, « surtout des États-Unis, que la Russie respecte vraiment ». Selon lui, ces frappes « rappellent à tous nos partenaires à quel point le soutien de la défense aérienne ukrainienne est une priorité ».

Des drones explosifs s'abattent sur Kiev

Le chef de l'administration militaire régionale, Mykola Kalachnyk, a précisé que « l'ennemi attaque massivement Kiev avec des drones explosifs ».

À l'échelle nationale, l'armée de l'Air a lancé une « alerte aux missiles à travers toute l'Ukraine », évoquant des missiles balistiques provenant de la base de Kaspoutine Iar, à quelque 400 kilomètres à l'est de la frontière. À l'ouest, la ville de Lviv a fait l'objet dans la nuit d'une « frappe de missile », a indiqué le chef de l'administration de Lviv, Maksym Kozytsky, sans faire état de victimes. Selon le maire de la ville, Andrii Sadovyï, «

une infrastructure critique » non précisée a été touchée.

Le commandement occidental de l'armée de l'Air a évoqué de son côté une frappe sur Lviv intervenue à 23 h 47 (22 h 47, heure de Paris) avec un missile balistique se déplaçant à une vitesse hypersonique de 13 000 km/h. Il a cependant précisé que « le type de missile avec lequel les agresseurs russes ont attaqué la ville sera confirmé après étude de ses éléments ».

Une nouvelle attaque de missile redoutée

Cette frappe, près de la frontière de la Pologne, membre de l'Union européenne (UE), intervient alors que les autorités ukrainiennes redoutent une nouvelle attaque à l'aide du missile hypersonique russe Orechnik. Ce dernier peut, selon Vladimir Poutine, atteindre la vitesse de Mach 10, soit plus de 12 000 km/h. Il a été déployé mi-décembre en Biélorussie, pays allié de la Russie, avait annoncé alors son président Alexandre Loukachenko.

L'arme, capable de frapper avec des ogives nucléaires des cibles à plusieurs milliers de kilomètres, a été utilisée pour la première fois avec des têtes conventionnelles en 2024 contre la ville de Dnipro, dans le centre-est de l'Ukraine.

Les infrastructures énergétiques ciblées

Près de quatre ans après le lancement de l'offensive à grande échelle du Kremlin, Moscou continue de bombardier l'Ukraine, en ciblant notamment les infrastructures

énergétiques du pays : plus d'un million d'habitants du centre de l'Ukraine ont été privés, jeudi, d'eau et de chauffage, par des températures glaciales, après des frappes nocturnes de drones. En réponse, l'Ukraine multiplie également les frappes sur les infrastructures énergétiques russes.

Quelque 556 000 personnes ont ainsi été privées ce vendredi matin de courant et de chauffage dans la région russe de Belgorod, jouxtant la ville ukrainienne de Kharkiv, selon le gouverneur local, Viatcheslav Gladkov.

Dans la journée de jeudi, une attaque russe a par ailleurs tué une femme de 77 ans et fait 24 blessés dont six enfants dans la seule ville de Kryvyï Rig (centre), selon un bilan diffusé ce vendredi par le maire, Oleksandre Vilkoul.

Des discussions diplomatiques en cours

Ces nouvelles frappes interviennent alors que les discussions diplomatiques impulsées par Donald Trump ces derniers mois sur ce conflit semblent bloquées.

Moscou a rejeté, jeudi, un plan européen de déploiement d'une force multinationale destinée à garantir la sécurité de l'Ukraine après une éventuelle fin de la guerre. « Les nouvelles déclarations militaristes de la soi-disant Coalition des volontaires et du régime de Kiev font d'eux un véritable axe de la guerre », a dénoncé la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova.

CAN 2025/SANCTIONS DE LA CAF CONTRE L'ALGÉRIE:

Le pressing haut de la FAF

La Confédération africaine de football (CAF) est en train de basculer dans l'abus d'autorité sous la manipulation de certains membres. Particulièrement Fouzi Lekjaa, patron de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) et vice-président de la CAF. L'Algérie fait l'objet d'une enquête après son quart de finale contre le Nigéria à la CAN 2025 qui se tient au Maroc. Des joueurs de l'EN mais aussi des membres de l'encadrement risquent à des sanctions. En effet, des mesures excessives pourraient être prises. Un peut comme celles dont a fait l'objet Samuel Eto'o, premier responsable de la FECAFOOT. Afin de s'en prémunir, la Fédération algérienne de football (FAF), qui a déjà obtenu gain de cause face à la CAF dans un passé récent, a pris les devants. Les choses sont désormais claires. A la CAF, l'encrage juridique

pour la prise des décisions est bafoué comme l'a fait constater la FECAFOOT. Dès lors, il y a le risque de voir l'Algérie se voir infliger de sanctions abusives. Pourtant, si l'on se fie au règlement, les Fennecs concernés par le rapport d'Issa Sy ne sont pas allés jusqu'à l'agresser ou menacer son intégrité physique pour écoper de matches fermes de suspension. Affaire USM Alger – RS Berkane donne l'avantage à la FAF face à la CAF En tout cas, la FAF et son président Walid Sadi, qui ont est destinataires d'un questionnaire il y a trois jours de cela, ont contracté la CAF et la FIFA sur l'affaire. Il faut rappeler qu'auparavant, la CAF avait déjà débouté l'Algérie et l'USM Alger dans sa plainte dans l'affaire du maillot controversé de la RS Berkane lors de la demi-finale de la Coupe de la Confédération

CAF que les Usmistes avaient boycottée. Si la CAF avait donné tort à l'USMA, le Tribunal arbitral du Sport (TAS) de Lausanne (Suisse), sollicité par la FAF, avait annulé les décisions de la structure confédérale en considérant qu'elles enfreignaient sa réglementation. Dès lors, la CAF ne pourra pas se permettre de s'exposer à un nouveau camouflet face à la partie algérienne en improvisant des mesures. Autrement, l'instance fédérale Dz intentera une affaire auprès de la plus haute juridiction sportive sise en Suisse. La victoire dans le dossier "USM Alger – RS Berkane" mettait déjà la crédibilité (essoufflée) de l'organe footballistique continental au bord du précipice. Un nouveau camouflet serait de trop. Affaire à suivre.



CAN 2025 – BOULBINA:

« Nous avons été victimes d'une injustice arbitrale »



Auteur d'un retour victorieux au Qatar, où il a contribué au succès d'Al-Duhail face à Al Wakrah, Adil Boulbina est revenu sur sa première participation à la Coupe d'Afrique des nations. Une expérience marquante pour l'attaquant algérien, ponctuée par un but historique contre la RD Congo en huitième de finale, avant une élimination frustrante face au Nigéria en quart de

finale. Longtemps hors des plans de la sélection, Boulbina a intégré pour la première fois de sa carrière le groupe de l'équipe nationale, dirigée par Vladimir Petkovic, à l'occasion de cette CAN. Il a su profiter de plusieurs absences, notamment celles d'Amine Gouiri et Youcef Belaili, tout en capitalisant sur la dynamique positive née de son excellente Coupe arabe disputée avec l'EN A'.

Revenant sur l'élimination face au Nigéria, l'attaquant algérien n'a pas caché sa frustration : « Nous avons été victimes d'une injustice arbitrale. La sélection nigériane est une grande équipe et n'a pas besoin de l'aide de l'arbitre. Dieu merci, nous avons tourné la page de la Coupe d'Afrique des nations et nous nous projetons désormais vers l'avenir. » Pour sa première CAN avec les

Verts, Boulbina retient surtout une expérience fondatrice personnelle marquante : « L'expérience de participer à la Coupe d'Afrique des nations a été très positive. J'ai réalisé mon rêve de jouer avec l'équipe nationale première. Je vais continuer à travailler pour développer mes capacités afin d'aider mon club et la sélection lors des prochains matchs. » Déjà tourné vers l'avenir,

l'attaquant d'Al-Duhail évoque clairement l'objectif mondialiste algérien avec ambition détermination collective : « La Coupe du monde est une compétition mondiale, différente de la Coupe d'Afrique. Nous tenterons de l'aborder avec force, si Dieu le veut, et de faire plaisir au peuple algérien. »

Attaque fulgurante de Manchester City pour Marc Guéhi !

Défenseur et capitaine des Eagles très courtisé, l'Anglais de 25 ans a plusieurs grands d'Europe à ses pieds. Mais il se rapproche furieusement des Cityzens. Manchester City a vite réagi. Deuxième du classement de Premier League, à six points d'Arsenal, le club de Pep Guardiola a subi plusieurs coups durs. Grâce à sa puissance financière hors-norme, le champion d'Europe 2023 a décidé de frapper fort dès cet hiver pour corriger le tir et boucler des dossiers qui étaient davantage destinés au prochain mercato estival. En attaque, les Cityzens ont claqué 75 M€ sans trembler pour arracher Antoine Semenyo à Bournemouth. City passe la seconde Un choix qui est, pour le moment, payant puisque le Ghanéen a inscrit 2 buts et délivré 1 passe décisive lors de ses trois premiers matches avec la bande de Guardiola. Désormais,



Manchester City compte faire la même chose, mais en défense. Ces dernières semaines, les champions d'Angleterre 2024 ont perdu leurs deux piliers de l'axe central. Josko Gvardiol s'est fracturé le tibia et ne jouera sans doute pas de la saison avec City. De son côté, Ruben Dias est touché à l'ischio-jambiers et ne devrait revenir que le mois

prochain. Enfin, même John Stones est indisponible, blessé à la cuisse. Face à ce constat, et au vu des échéances importantes qui arrivent, City a décidé de passer la seconde dans le dossier Marc Guéhi. Le capitaine de Crystal Palace est sans doute le défenseur central le plus courtisé d'Angleterre puisqu'Arsenal et Liverpool lui ont également les yeux doux. Les Reds ont même

été tout proches de l'enrôler l'été dernier. En vain. Une première offre à 35 M€ Le club de la Mersey pensait toutefois se rattraper en juillet prochain. Sous contrat avec les Eagles jusqu'en juin 2026, Guéhi est devenu une cible plus qu'intéressante. Cependant, Fabrizio Romano assure que City a donc décidé de coiffer tout le monde au poteau, dès

cet hiver. Le journaliste assure que les Mancuniens ont soumis une « proposition contractuelle très importante » à Guéhi ces dernières heures et sont prêts à négocier avec Palace. Vous l'aurez compris, City ne devrait pas s'embarrasser avec des négociations trop longues et sortira un gros chèque s'il le faut. Ce que confirme Sky Allemagne qui explique que Manchester City est sur le point de soumettre une première offre de 35 M€ à Crystal Palace et que l'affaire devrait rapidement évoluer. Le média allemand ajoute même, concernant la proposition contractuelle soumise à Guéhi, que le défenseur aurait déjà un accord de principe avec les Cityzens. Encore une fois, City est allé vite. Une aubaine pour les Eagles qui perdraient certes un élément-clé en plein milieu de leur saison, mais avec l'assurance de ne pas le voir partir gratuitement.

Le groupe du Real Madrid contre Levante avec Mbappé

Alvaro Arbeloa n'a même pas encore dirigé son premier match de Liga qu'il est déjà critiqué. Pour sa première rencontre comme entraîneur du Real Madrid, l'ancien latéral droit a été défait en Coupe du Roi contre Albacete (3-2), club de 2e division. La réception de Levante au Santiago-Bernabéu ce samedi (14h) risque d'être explosive. Le technicien a dévoilé le groupe qu'il convoque pour ce match de la 20e journée de Liga. Il pourra compter sur Kylian Mbappé, longtemps incertain après avoir été touché au genou, et forcé son retour pour disputer la Supercoupe d'Espagne contre le Barça (défaite 3-2). L'attaquant s'est entraîné normalement aujourd'hui et sera disponible demain, ce qui n'est pas le cas de Lunin, Militao, Rüdiger, Alexander-Arnold ou encore Rodrygo.



Roberto De Zerbi aborde le cas Himad Abdelli



Himad Abdelli est courtisé par l'OM depuis quelques semaines. Le SCO aimerait le conserver, lui qui va déjà vendre Sidiki Chérif, mais ça ne sera pas simple. D'une part, le milieu de terrain est séduit à l'idée de rejoindre la Canebière, et puis il y a l'intérêt financier. D'après les dernières informations, le club phocéen a proposé une première offre de 2 M€, plus des bonus. C'est dans ce contexte que l'OM se rend... à Angers dans le cadre de la 18e journée de Ligue 1. De Zerbi a

évidemment été interrogé sur ce sujet-là. « Abdelli est un joueur fort, comme d'autres joueurs d'Angers, reconnaît le technicien italien en conférence de presse de veille de match (coup d'envoi samedi à 21h05). Je ne sais pas s'il jouera ou pas, je n'aime pas parler des autres joueurs, par respect. Aujourd'hui, je dois être concentré sur notre équipe. C'est sûr que, quand les autres équipes ont des joueurs forts, s'ils ne jouent pas tant mieux pour nous. »

FONTE DES GLACES :
Vers un point de non-retour climatique



Permafrost arctique
L'Arctique renferme de vastes étendues de sols gelés depuis la dernière glaciation, appelés permafrost. Celui-ci dégèle progressivement et libère du dioxyde de carbone ainsi que du méthane. Ces émissions pourraient amplifier le réchauffement climatique de plusieurs degrés. Selon la présentation faite à la COP30, le permafrost est d'ailleurs déjà devenu une source nette de carbone. Aujourd'hui, la majorité du méthane provient des eaux douces et des zones marécageuses. Par endroits, le permafrost dégèle abruptement et provoque des affaissements soudains du sol. Les feux en Arctique accélèrent également ce processus. À moyen et long terme (horizon 2050), la fonte du permafrost entraînera des impacts profonds : réduction du budget carbone encore disponible et dommages majeurs aux infrastructures régionales. Un dépassement du seuil de +1,5 °C provoquera un recul irréversible du permafrost, entraînera un réchauffement supplémentaire pour des centaines d'années et accroîtra le risque d'une forte hausse des températures. Les zones côtières dégèlent aussi : les vagues, désormais libérées de la banquise,

érodent les rivages arctiques, la glace devient lacs puis baies, et l'arrivée de l'eau de mer accélère les émissions de méthane. Les côtes changent rapidement et leur érosion devrait encore s'intensifier. Le phénomène touche également les fonds marins. Le permafrost sous-marin recouvre une couche riche en hydrates de méthane. Le réchauffement des eaux provoque son dégel, laissant apparaître des dépressions sur le plancher océanique là où les hydrates se sont échappés. Cette situation est préoccupante : ces couches renferment une quantité immense de gaz, estimée à au moins 20 000 Tg de carbone. **Messages clés de la conférence :** La sensibilité du permafrost joue un rôle majeur dans le cycle global du carbone. Les hydrates de méthane sous-marins pourraient contribuer de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre. L'érosion des côtes de l'océan Arctique influence également le cycle du carbone. Les infiltrations d'eau de mer dans le permafrost accélèrent les émissions. **Antarctique** D'autres nouvelles préoccupantes nous parviennent d'Antarctique. La

glace de mer qui entourait le continent se réduit de façon spectaculaire, marquant un changement sans précédent dans l'histoire de l'humanité. La surface sombre de l'océan ainsi exposée absorbe davantage les rayons du soleil, amplifiant le réchauffement climatique à un niveau comparable à la disparition accélérée de la calotte glaciaire arctique. Selon de récentes simulations, la banquise antarctique aurait franchi un point de bascule : sa réduction semble désormais irréversible et devrait se poursuivre dans les décennies à venir. Cela pourrait entraîner une accélération du réchauffement de l'hémisphère sud. Les écosystèmes polaires montrent déjà des signes alarmants de perturbation. Les glaces côtières se fragmentent, les glaciers vèlent à un rythme inédit, et de nombreux icebergs dérivent au point de menacer la survie des colonies de manchots – plus de la moitié d'entre elles ont été affectées ces dernières années. Dans les fonds marins, des algues vertes prolifèrent à mesure que la lumière pénètre plus profondément, tandis que les oiseaux marins sont frappés par des épidémies de grippe aviaire. La circulation circumpolaire antarctique – un courant océanique majeur qui fait le

tour du continent d'ouest en est – joue un rôle clé dans la régulation du climat mondial. Elle relie tous les grands océans et agit comme une immense pompe océanique, redistribuant chaleur, sel et nutriments entre les bassins Atlantique, Indien et Pacifique. Dans certaines régions les eaux de surface refroidissent, condensent du sel lors de la formation de glace, et plongent vers les profondeurs. Ce mécanisme, appelé downwelling, alimente la circulation thermohaline mondiale, essentielle à la répartition de la chaleur et à la ventilation des couches profondes de l'océan. Ce mécanisme faiblit aujourd'hui, à cause du réchauffement et d'un afflux d'eau douce de fonte des glaciers. Les modèles prévoient une diminution de 40 % d'ici 2050, tandis que les observations récentes suggèrent qu'elle aurait déjà ralenti de 30 %. En conséquence, les eaux profondes ne sont plus suffisamment renouvelées : la circulation cesse d'alimenter les abysses en oxygène, entraînant une stagnation des masses d'eau. Ces flux antarctiques ventilent les deux kilomètres les plus profonds de tous les océans. Leur affaiblissement aurait des conséquences dramatiques

sur les écosystèmes marins, le manque d'oxygène affecterait tous les animaux. De plus, des transformations chimiques potentiellement dangereuses pourraient s'amorcer dans les fonds océaniques. Ces zones cesseraient de stocker efficacement le dioxyde de carbone, elles pourraient même relâcher du sulfure d'hydrogène (H₂S), un gaz hautement toxique pour les espèces marines et pour l'être humain. Ce gaz est soupçonné d'avoir joué un rôle dans la grande extinction du Permien, il y a 250 millions d'années. Ce bouleversement est dû à la fonte des glaces antarctiques, alimentée par des millions de litres d'eau douce froide qui se déversent dans l'océan. Or, cette eau douce est trop légère pour couler en profondeur, ce qui perturbe tout le système de circulation. Ce phénomène est accentué par le réchauffement des eaux océaniques, qui accélère la fonte des glaciers à leur base. Une autre conférence à COP30 informait que l'idée de barrages ou de rideaux géants pour protéger la base des glaciers est techniquement irréaliste. Alors, tout indique qu'une lente dégradation des profondeurs océaniques est déjà enclenchée.



Ce robot a appris à parler en regardant YouTube

Il ne suffit pas qu'un robot bouge les lèvres pour donner l'impression de parler. Encore doit-il maîtriser la synchronisation labiale afin que les mouvements correspondent aux sons. Pour y parvenir, des chercheurs ont montré des vidéos YouTube à un robot.

La prochaine étape de l'intelligence artificielle sera l'IA matérielle, ou « Physical AI ». Autrement dit, elle aura une présence physique grâce aux robots. Toutefois, lorsque l'IA aura un visage, elle devra apprendre un nouveau talent afin de pouvoir interagir avec les humains de manière fluide : bouger les lèvres afin de donner l'impression de parler.

Dans une nouvelle étude publiée dans la revue Science Robotics, des chercheurs de l'université Columbia aux États-Unis ont appris à un robot à maîtriser la synchronisation labiale, ou lip-sync, grâce à YouTube. Le robot est équipé d'un visage flexible, contenant 26 moteurs pour lui permettre de créer différentes

expressions. Il a d'abord été placé devant un miroir pour lui permettre d'apprendre comment son visage se déforme, à la manière d'un enfant. Il s'appuie sur un modèle vision-langage-action (VLA) et a ainsi appris à créer différentes expressions.

Vaincre le malaise de la « vallée de l'étrange »

Après cette première phase, le robot a visionné des vidéos d'êtres humains qui parlent ou qui chantent afin qu'il puisse apprendre les mouvements des lèvres en fonction des sons émis. Il a été exposé à divers sons et langages, ainsi qu'à des chansons. Les chercheurs ont publié une vidéo plutôt convaincante du robot qui parle dans différentes langues, dont l'anglais, le français, le japonais, le coréen, l'espagnol, l'italien et l'allemand.

Les résultats ne sont pas encore parfaits. Le robot a notamment du mal avec certains sons, comme le B ou le W. Cependant,



les chercheurs pensent que ses performances s'amélioreront avec de l'entraînement.

« Lorsque la capacité de synchronisation labiale est combinée à une IA conversationnelle telle que ChatGPT ou Gemini, l'effet ajoute une toute nouvelle profondeur à la connexion que le robot établit avec l'humain

», affirme Yuhang Hu, l'un des auteurs. Plus il interagira avec des humains, plus il semblera réaliste. Les chercheurs espèrent ainsi atténuer le problème de la vallée de l'étrange, ou uncanny valley, dans lequel un robot imitant imparfaitement l'humain provoque un rejet et un sentiment de malaise.

Un seul clic pour gérer vos cookies sur tous vos appareils : Attention au piège

Accepter les cookies sur tous vos appareils, en un seul clic ? La CNIL publie ce vendredi ses recommandations sur cette pratique du consentement multi-terminaux, avec des règles strictes à respecter, pour éviter les dérives.

Avec le téléphone portable, l'ordinateur, la tablette et le téléviseur connecté, nous utilisons en moyenne quatre appareils différents pour accéder à internet. Il en résulte une avalanche de fenêtres pour accepter ou refuser les cookies. Certaines plateformes proposent désormais de valider vos préférences une bonne fois pour toutes, sur l'ensemble de vos terminaux connectés. Certes, le gain de temps est salubre, mais cela passe par le respect des droits fondamentaux que la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) s'efforce à protéger.

Pourquoi les demandes de cookies se multiplient sur tous vos écrans

Le temps où un seul ordinateur

nous suffisait pour accéder au web est révolu depuis un moment. Aujourd'hui, entre le téléphone qui sonne, la montre connectée qui vibre et la télé intelligente qui recommande des séries, les appareils se multiplient. Et avec eux, les fameux bandeaux de cookies qui fleurissent à chaque connexion. Une lassitude dont profitent certains acteurs du numérique.

Leur solution du moment, c'est le consentement multi-terminaux, ou « cross-device » dans la langue de Shakespeare. Concrètement, vous vous connectez à votre compte sur un site, vous choisissez d'accepter ou refuser les cookies, et ce choix s'applique automatiquement sur tous vos autres appareils liés à ce compte. Plus besoin de tout paramétrer à chaque fois. Une promesse il est vrai alléchante face au casse-tête des multiples fenêtres de cookies.

Mais attention, prévient le gendarme français de la vie privée, cette simplicité ne doit jamais rimer avec opacité. La CNIL a donc publié vendredi ses

recommandations pour encadrer fermement cette pratique et garantir qu'elle ne se retourne pas contre vous. Parce qu'un clic vaut mieux que dix, certes, mais pas au prix de vos données personnelles.

Ce que les plateformes doivent impérativement respecter

Pour la CNIL, la première exigence est celle d'une information claire et préalable. Vous devez comprendre, avant de valider, que vos choix s'appliqueront à tous vos appareils. Cette précision doit figurer dans la fenêtre de paramétrage, la fameuse « consent management platform » ou CMP. Elle ne doit pas être enterrée dans des conditions générales interminables. Le régulateur conseille même un petit message éphémère, admettons sous forme de fenêtre pop-up, lors des changements d'appareil.

Deuxième impératif : l'égalité de traitement. Si une entreprise vous offre d'accepter les cookies en un clic pour tous vos écrans, elle doit vous laisser tout aussi

facilement les refuser. Il n'est pas concevable, du point de vue de la CNIL, de créer un système où dire « oui » serait un jeu d'enfant et « non », un parcours du combattant. Le consentement multi-terminaux ne peut donc pas devenir une astuce pour compliquer vos droits.

Enfin, il y a la question de la gestion des conflits. Si vous avez refusé les cookies publicitaires sur votre smartphone avant connexion, mais que votre compte indique le contraire, la plateforme doit expliquer comment elle gère cette ambiguïté. Si vos droits sont bafoués ? Contactez le responsable du traitement ou son DPO. Et sans réponse satisfaisante sous un mois, vous pouvez déposer plainte à la CNIL.

En Bref...



Grok, le chatbot d'Elon Musk, s'apprête à entrer dans les systèmes classifiés du Pentagone. Derrière la promesse d'une IA « débridée », se profile une automatisation inquiétante de la guerre. Grok pourrait devenir le premier algorithme réellement taillé pour tuer sans état d'âme.

Après la « mode » douteuse de la transformation de photos de femmes en bikini (y compris des mineures), voire de deepfakes sexuels sans consentement et relayés massivement sur X, le chatbot d'Elon Musk

Grok confirme sa position d'IA « hors-piste ». Une IA qui fait fi du droit. Une IA permissive, sans filtre, totalement désinhibée... que l'on peut largement considérer être alignée avec l'esprit de l'administration Trump.

Et justement, cette semaine, le secrétaire à la Défense américaine, Pete Hegseth, a annoncé que l'IA Grok allait être intégrée aux systèmes classifiés du Pentagone. L'objectif : militariser l'IA.

Lors de son discours prononcé devant les employés de SpaceX en compagnie d'Elon Musk à Brownsville, au Texas, Hegseth a déclaré envisager une IA militaire fonctionnant « sans contraintes idéologiques limitant les applications militaires légitimes ». L'IA du Pentagone « ne sera pas woke », a-t-il ajouté. Cela tombe bien, car c'est tout à fait la philosophie de Grok.



Art Cairo revient sous le thème « Arab. Art. Here »

Art Cairo 2026 se tiendra sous le thème « Arab. Art. Here », inspiré par les mots du poète palestinien Mahmoud Darwish : « C’est ma langue, mon miracle, ma baguette magique. »

La foire d’art se déroulera du 23 au 26 janvier au très attendu Grand Egyptian Museum.

Selon les organisateurs, le thème explore la langue arabe comme une force culturelle vivante façonnant l’expression artistique à travers la région.

Les galeries participantes viennent de toute la région, avec une forte représentation de l’Égypte, du Levant et au-delà.

En provenance d’Égypte, on retrouve les galeries Zamalek Art Gallery, Mashrabia Gallery of Contemporary Art, Gallery Misr, Villa Azad, et Le Lab. by

Mark Hachem, Maya Art Space, Arame Art Gallery et ZAAT. La KAF Art Gallery représentera la scène artistique libanaise, tandis que la Jordanie sera représentée par Wadi Finan Art Gallery et Orfali Art Gallery.

Les galeries du Golfe participant à Art Cairo incluent Salwa Zeidan Gallery d’Abu Dhabi, Fann A Porter de Dubaï et Folk Art Space de Bahreïn, tandis que l’Europe du Nord sera représentée par la Galerie SANAA des Pays-Bas et Quartum Galleri de Norvège.

Pour la septième édition de la foire, Art Cairo présentera une exposition solo au musée dédiée à l’artiste pionnière Inji Efflatoun, issue de la collection du Egyptian Museum of Modern Art. La peintre égyptienne, décédée en 1989, était également militante dans le mouvement féministe.

Le Hiwar Programme signifiant « dialogue » en arabe revient comme composante centrale d’Art Cairo 2026, proposant une série de tables rondes sur la pratique artistique, la responsabilité institutionnelle et l’évolution du marché de l’art régional.

Parmi les sujets abordés : la relation entre galeries, maisons de vente aux enchères, artistes et collectionneurs ; les responsabilités partagées dans la construction de l’héritage artistique ; la collaboration entre designers et galeries ; le rôle de l’art dans la création de communautés ; et des réflexions sur l’art égyptien moderne comme prisme de mémoire culturelle.

Les intervenants incluent des représentants de Christie’s, des artistes, des universitaires, des



entrepreneurs et des leaders culturels d’Égypte et de la région.

Au-delà des halls du Grand Egyptian Museum, la foire propose un programme culturel et social incluant des

visites guidées de monuments historiques. Parmi les temps forts : le Palais Aisha Fahmy, le Palais Amir Taz et le Musée Mahmoud Khalil.

Shiras Galería ouvre 2026 avec une réflexion sur la fragilité et la reconstruction

Shiras Galería ouvre l’année 2026 avec l’inauguration de la première exposition personnelle en Espagne de l’artiste libanaise Lana Khayat. Intitulée El Titán en el Laboratorio de la Gracia, l’exposition sera présentée dans la salle principale de la galerie à partir du vendredi 16 janvier à 19h.

Dans cette nouvelle collection artistique, Lana Khayat invite à repenser les notions de fragilité, de réparation et de force dans une perspective humaine. Au cœur de sa démarche se trouve la figure du lys, traditionnellement associée à la pureté et à la délicatesse, que l’artiste transforme en métaphore du corps féminin et de l’expérience vécue. La fleur devient un organisme traversé



par des tensions, des blessures et des processus de reconstruction, incarnant une force qui ne repose pas sur l’invulnérabilité mais sur la persistance.

Peinture et couture se conjuguent dans son travail comme des gestes de résistance. Les fils et les points de suture révèlent les lieux de rupture tout autant

que les décisions de rester et de reconstruire. Pour l’artiste, chaque point est un acte conscient qui transforme la vulnérabilité en solidité. La réparation n’est ni dissimulée ni corrigée : elle est visible et affirmée.

L’exposition propose ainsi une réflexion sur la construction de l’identité au seuil de la désintégration, et sur la capacité des fractures à devenir des espaces de transformation. El Titán en el Laboratorio de la Gracia célèbre la beauté de la réparation et la dignité de celles et ceux qui choisissent de se recomposer avec intention et soin.

Lana Khayat s’inscrit dans un héritage artistique profond. Son arrière-grand-père, Mohamad Suleiman Khayat, était reconnu

pour la restauration des salons ajami syriens, aujourd’hui conservés dans des institutions majeures comme le Metropolitan Museum of Art à New York et Shangri La à Hawaï. Formée à l’American University of Beirut puis à la School of Visual Arts de New York, Lana Khayat a exposé à New York, Londres, Venise, Abu Dhabi et Riyad. Ses œuvres figurent dans d’importantes collections privées et ses collaborations avec des institutions telles que le Guggenheim témoignent de sa reconnaissance croissante sur la scène artistique internationale.

Le highlife au Ghana

Plus qu'une identité culturelle, un mode vie

Le Highlife est désormais inscrit au patrimoine immatériel de l’UNESCO. Cette célèbre musique ghanéenne a émergé à l’aube des indépendance pour les élites avant de se voir vulgarisée plus tard. Aujourd’hui, il s’agit d’une reconnaissance internationale majeure pour l’une des traditions musicales les plus influentes d’Afrique de l’Ouest.

Sous un éclairage tamisé, les

quatre jeunes hommes du groupe Kwan Pa jouent des mélodies de guitare superposées et des rythmes entraînants. Leur performance live suscite les acclamations et les applaudissements d’une foule visiblement ravie, qui agite des mouchoirs blancs au-dessus de sa tête tandis que les fêtards dansent, chantent et trinquent entre deux bouchées.

« C’est comme une thérapie », a déclaré un client en riant,

tandis que des couples glissaient sur la piste et que des inconnus dansaient ensemble, unis par un son qui façonne la vie ghanéenne depuis des générations.

Cette ambiance électrique a pris une nouvelle dimension après l’inscription, ce mois-ci, de la célèbre musique highlife ghanéenne sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l’UNESCO, une reconnaissance internationale majeure pour l’une

des traditions musicales les plus influentes d’Afrique de l’Ouest.

L’UNESCO a annoncé cette décision le 10 décembre, décrivant le highlife comme « une expression monumentale du génie musical, de la culture et de l’influence mondiale du Ghana », rendant ainsi hommage aux générations qui ont préservé et adapté ce genre musical depuis le début du XXe siècle.

Pour Asah Nkansah, leader du

groupe Kwan Pa (dont le nom signifie « la bonne voie »), le moment choisi est symbolique.

L’inscription de l’UNESCO place le Highlife parmi les trésors culturels protégés du monde, une initiative qui devrait renforcer la position culturelle du Ghana et encourager les investissements dans la préservation de la musique, le tourisme et les arts créatifs.



«Jusqu'à l'aube» Sho Miyake signe un nouveau long-métrage sensible sur la place de chacun dans la société



En 2025, Sho Miyake a reçu, au Festival du film de Locarno, le Léopard d'or pour «Two Seasons, Two Strangers», pas encore sorti dans

les salles françaises. Après avoir mis en scène le destin d'une boxeuse sourde dans La Beauté du geste (2023), Sho Miyake revient avec cette

adaptation du roman éponyme de l'écrivaine Maiko Seo (non traduit en France), pour raconter l'histoire d'une rencontre salvatrice entre deux êtres atteints chacun d'un syndrome qui parasite leur vie quotidienne. Jusqu'à l'aube sort dans les salles mercredi 14 janvier. Fujisawa et Yamazoe travaillent tous les deux chez Kurita Lab, une entreprise qui fabrique des microscopes et des longues-vues. Fujisawa souffre d'un syndrome prémenstruel sévère, dont les symptômes, comme d'inattendues et gênantes sautes d'humeur, perturbent l'existence. Le taiseux Yamazoe est atteint d'un autre syndrome, tout aussi handicapant : il est régulièrement pris de crises de panique. Ils ont tous les deux été contraint de quitter leur précédent travail où leurs troubles n'étaient ni compris ni admis. Dans cette petite entreprise dirigée par Kazuo Kurita, un homme encore marqué par la disparition de son frère plusieurs

années auparavant, les salariés travaillent dans la bonne humeur, sans pression. Fujisawa et Yamazoe s'investissent dans l'organisation d'un planétarium mobile, installé chaque année par Kurita Lab dans la cour d'une école élémentaire. C'est ainsi qu'ils s'approprient et qu'ils réapprennent ensemble à s'ouvrir à la vie, malgré leur handicap. «Une étoile bienveillante» À travers le parcours de ces deux êtres en difficulté, le film nous invite à observer comment, dans un environnement bienveillant, chacun peut trouver sa place. Dans cette petite entreprise, Fujisawa et Yamazoe apprennent à accepter leur condition et à dompter leur handicap en s'ouvrant l'un à l'autre. Cette écoute mutuelle attentive marque pour l'un comme pour l'autre un retour à la vie. Au-delà de la «bizarrerie» des deux personnages, le film s'intéresse à la question de la difficulté pour chacun à trouver sa place dans une société

japonaise marquée par un certain conformisme et par des injonctions tacites à être efficace, productif, sans sortir du cadre. C'est sans doute cela qui a causé la mort du frère de Kazuo, et qui l'a poussé à insuffler au sein de son entreprise, à l'instar de l'étoile polaire, «cette bienveillante qui nous indique le chemin», une autre manière d'envisager le monde. Un monde dans lequel on essaie de «faire de son mieux, sans trop de pression». Sho Miyake signe avec Jusqu'à l'aube une nouvelle réalisation sensible, proche des personnages et de leurs sentiments, mais aussi focalisée sur les gestes très concrets du quotidien. La beauté traverse chaque plan de ce film délicat et réconfortant, qui nous invite à réfléchir sur le rapport au travail et sur les relations humaines, et délivre plus largement une réflexion métaphysique sur le sens de la vie, avec légèreté.

Des trésors mondiaux passent sous le marteau

Peut-être le nom le plus célèbre du pop art rencontre probablement le sportif le plus célèbre du XX^e siècle dans cet ensemble de quatre sérigraphies de 1978, réalisées à la demande de l'homme d'affaires américain Richard Weisman. «Rassembler cette série m'a semblé naturel, car deux des loisirs les plus populaires à l'époque étaient le sport et l'art, mais à ma connaissance ils n'avaient aucun lien direct », expliquait Weisman en 2007. « J'ai donc pensé que faire réaliser la série par Andy inspirerait les amateurs de sport à entrer dans les galeries, peut-être pour la première fois, et que les amateurs d'art découvrieraient un grand champion. » Warhol s'est rendu au camp d'entraînement d'Ali pour prendre des Polaroids servant à sa recherche et a été « frappé par la concentration sereine sous-jacente à la puissance d'Ali — sa quiétude contemplative, sa discipline intérieure », selon le catalogue de vente.

Jean-Michel Basquiat

Basquiat « émergea de la scène underground new-yorkaise pour devenir l'un des artistes les plus influents de la fin du XX^e siècle », précise Sotheby's. L'œuvre de 1985 présentée ici « témoigne de manière éclatante de sa capacité

singulière à transformer le dessin en lieu de réflexion intellectuelle, de mémoire culturelle et d'expression viscérale de soi ». D'origine caribéenne et portoricaine, Basquiat « développa un langage visuel d'une immédiateté et d'une intelligence extraordinaires, où image et texte se heurtent avec une urgence brute », poursuit le catalogue.

Camille Pissarro

Le « Knokke » du titre désigne Knokke-sur-Mer, village balnéaire belge où l'impressionniste francodanois séjourna à l'été 1894 et produisit 14 tableaux, dont celui-ci. Le village séduisait Pissarro par son « intérêt durable pour la vie provinciale ». Dans cette œuvre, « des coups de pinceau staccato, rappelant ses tableaux des années 1880, se mêlent à la palette de couleurs terreuse de ses œuvres ultérieures. Le paysage résultant, baigné d'une lumière solaire, célèbre les environnements ruraux pittoresques pour lesquels il est le plus connu. »

David Hockney

Ce dessin sur iPad provient de la série de 2011 de l'artiste anglais, « Arrival of Spring in Woldgate, East Yorkshire in 2011 », décrite par Sotheby's comme « l'une des explorations les plus ambitieuses et vibrantes de Hockney sur le



paysage, la perception et les possibilités technologiques ». Chaque image documente « de subtiles variations de couleur, de lumière et d'atmosphère » sur le même tronçon de Woldgate, « montrant le paysage comme une expérience dans le temps plutôt qu'un instant figé ». Le catalogue souligne que le printemps a longtemps inspiré les artistes européens, mais qu'« aucun artiste ne l'a observé avec une attention si fascinée et aimante, ni enregistré avec un tel détail comme un processus évolutif ».

Zarina

Sotheby's décrit l'artiste indienne

Zarina Hashmi — connue sous son prénom comme « l'une des figures les plus captivantes de l'art international d'après-guerre une artiste dont les œuvres épurées et méditatives distillent le tumulte d'une vie itinérante en formes visuelles ». Née à Aligarh, en Inde britannique, « la tragédie de la Partition de 1947 a façonné une méditation à vie sur la notion de foyer, à la fois lieu physique et concept spirituel ». Cette œuvre fait partie d'une série de 36 gravures sur bois intitulée « Home is a Foreign Place ».

George Condo

Cette peinture à l'huile sur lin

de 2016 illustre parfaitement ce que l'artiste américain appelle le « cubisme psychologique », que Sotheby's définit comme « une reconfiguration radicale de la figure humaine fragmentant l'identité en états émotionnels et perceptifs simultanés ». L'œuvre « condense des décennies de réflexion sur les mécanismes du portrait, s'inspirant du passé artistique tout en affirmant un langage contemporain à la fois incisif et sombrement humoristique », note le catalogue, ajoutant que l'œuvre est « brûlante de tension psychologique et de virtuosité picturale ».



DÉBUT DE DIABÈTE : Les 8 signaux d'alerte que vous ne devez pas ignorer

Maladie chronique pouvant engendrer de nombreuses complications, le diabète n'est pas à prendre à la légère. Pourtant, nombreuses sont les personnes qui ne le dépistent pas et découvrent son existence trop tardivement. Voici 8 signes qui peuvent vous y faire penser. Sauriez-vous reconnaître un début de diabète ? Pas si sûr. Selon les chiffres de la fédération des diabétiques, bien qu'il y ait plus de 4,3 millions de personnes touchées par le diabète en France, 28% des patients sont diagnostiqués au stade des complications (notamment pour le diabète de type 2). Et plus d'un Français sur deux n'a jamais réalisé de dépistage. Prendre en charge la maladie au plus tôt est pourtant important pour éviter les complications notamment cardiovasculaires. Qu'est-ce que le diabète ? Par définition, le diabète est une maladie chronique caractérisée par un taux de sucre dans le sang trop élevé (hyperglycémie). En



soi, le glucose n'est pas malsain, mais il a besoin d'être métabolisé à l'aide d'une hormone produite par le pancréas, l'insuline. Lorsque l'organisme ne produit pas ou pas assez d'insuline, on observe une accumulation de glucose dans le sang : on parle alors de diabète. On distingue alors deux type principaux de diabète :

- le diabète de type 1, défini par l'absence de sécrétion d'insuline par le pancréas. C'est une composante souvent héréditaire ;

- le diabète de type 2, (presque 90% des cas), qui se développe sur de nombreuses années et est dû à une mauvaise utilisation de l'insuline par l'organisme. Celui-ci est associé à un style de vie sédentaire, avec peu ou pas d'activité physique, une alimentation peu équilibrée et un surpoids ou une obésité abdominale. Les 8 signes à surveiller Si vous n'avez pas particulièrement pensé à faire vérifier votre glycémie, il existe des signes à ne pas

ignorer, qui peuvent indiquer un début de diabète. Le magazine médical WebMD en expose 8 qui doivent vous inviter à consulter un médecin. Les premiers symptômes d'hyperglycémie comprennent :

- La soif ;
- Les maux de tête ;
- La difficulté à se concentrer ;
- Une vision floue ;
- Une miction fréquente ;
- De la fatigue (sensation de faiblesse, de lassitude) ;
- Une perte de poids ;
- Une glycémie supérieure à 180 mg/dL.

Une glycémie élevée et persistante peut aussi provoquer d'autres symptômes comme :

- Des infections vaginales et cutanées ;
- Des coupures et plaies à cicatrisation lente ;
- Une baisse de la vision ;
- Des pieds douloureux, froids ou insensibles ; une perte de cheveux sur les membres inférieurs ; ou une dysfonction érectile ;

- Des problèmes d'estomac et d'intestins tels que constipation chronique ou diarrhée ;
- Des lésions oculaires, vasculaires ou rénales.

Dans tous les cas une visite s'impose, pour établir un diagnostic précis via une prise de sang à jeun. Selon le résultat (si la glycémie est égale ou supérieure à 1,26 g/l (ou 7 mmol/l) constaté à 2 reprises, le médecin prendra les dispositions pour des examens complémentaires et décider d'un traitement. Ces changements pour éviter le diabète Rappelons aussi que des mesures existent pour éviter le diabète au quotidien.

- Adopter un régime alimentaire équilibré ;
- Pratiquer une activité physique régulière ;
- Éviter le stress ;
- Arrêter le tabac ;
- Et surveiller son poids.

N'attendez pas que les signes se révèlent pour vous y mettre.

Cette boisson quotidienne réduit de 17 % le risque de cancer colorectal, selon une étude britannique

Une étude de l'Université d'Oxford révèle que la consommation régulière de produits laitiers pourrait diminuer le risque de cancer colorectal. Les chercheurs attribuent cet effet protecteur au calcium et aux bactéries lactiques présents dans ces aliments. Les produits laitiers sont-ils réellement « nos amis pour la vie », comme l'annonçait il y a quelques années, le slogan d'une pub vantant leurs bienfaits ? Une nouvelle étude menée par des scientifiques de l'Université d'Oxford, en Angleterre, avance en tout cas leurs effets bénéfiques contre le risque de cancer colorectal. Une étude sur le risque de développer un cancer colorectal Dans cette étude, les scientifiques ont analysé le régime alimentaire d'une importante cohorte de volontaires féminines : plus de 542 000 femmes suivies pendant près de 17 ans. Le but : étudier comment 97

facteurs alimentaires (aliments, boissons et nutriments) influeraient sur le risque de contracter un cancer colorectal. Les produits laitiers sont bénéfiques, mais pas seulement Résultat : les chercheurs constatent que la consommation d'un grand verre de lait ou de deux yaourts - soit l'équivalent de 300 mg de calcium par jour - réduit de 17 % le risque de développer ce type de cancer. Ils attribuent ces bienfaits au calcium contenu dans ces aliments, mais aussi aux acides gras et aux bactéries lactiques. Privilégier une alimentation équilibrée Pour expliquer ces résultats, les auteurs avancent également des hypothèses. Le calcium pourrait se lier aux acides biliaires et aux acides gras libres dans l'intestin et réduire leur effet potentiellement nocif sur la muqueuse intestinale. Le calcium pourrait également avoir un effet direct sur la maladie,

en réduisant la multiplication des cellules tumorales dans le côlon et le rectum. Selon les auteurs, cet effet du calcium serait bénéfique, même s'il n'est pas issu de sources non lactières. En effet, ce nutriment est présent dans de nombreux autres aliments comme le lait de soja enrichi, le tofu, les légumes à feuilles vert foncé, les épinards, le cresson, les choux, les brocolis, les haricots blancs, les sardines, les amandes, les oranges... A consommer sans modération, donc, dans le cadre d'une alimentation équilibrée pour se protéger de la maladie. Limiter l'alcool, la viande rouge et les viandes transformées En revanche, les scientifiques rappellent les aliments nuisibles, pour la santé colorectale (et la santé, de manière générale). Il s'agit des aliments transformés, comme la charcuterie mais également la viande rouge et l'alcool. Un rappel important, à l'heure où



l'incidence du cancer colorectal est en forte augmentation chez les moins de 50 ans. « Cette étude approfondie fournit des preuves solides que les produits laitiers peuvent aider à prévenir le cancer colorectal, en grande partie grâce au calcium qu'ils contiennent » explique le Dr Keren Papier, principale auteure de l'étude et épidémiologiste nutritionnel à l'Université d'Oxford. « Il a été constaté que le calcium

avait un effet similaire dans les sources lactières et non lactières, ce qui suggère qu'il était le principal facteur responsable de la réduction des risques ». En France, le cancer colorectal est le troisième type cancer le plus fréquent chez l'homme, après le cancer de la prostate et le cancer du poumon. Il représente le second type de cancer le plus fréquent chez la femme, après celui du sein.



5 idées déco pour mettre de la couleur dans sa cuisine

Pièce à vivre essentielle de la maison, elle incarne la convivialité. Après des années de sobriété, la cuisine revient sans retenue aucune, pour notre plus grand plaisir.

Longtemps dominée par une esthétique sobre et fonctionnelle, la cuisine s'impose aujourd'hui comme un espace de créativité décorative. Les tendances actuelles révèlent un goût affirmé pour les couleurs audacieuses, les matériaux contrastés et les formes originales. On y retrouve un savant mélange de classique revisité et de modernité assumée, où chaque élément – du papier peint graphique au carrelage plein mur, en passant par les teintes profondes ou poudrées – participe à créer une ambiance personnalisée et chaleureuse. Plus qu'un lieu de préparation des repas, la cuisine devient un véritable lieu de vie à part entière. Oser le papier peint dans la cuisine pour un effet déco immédiat. Malgré une base classique - sol traditionnel en tomettes, crédence blanche et mobilier bleu ciel -

cette cuisine en jette ! La raison ? Un papier peint audacieux avec ses rayures en vaguelettes, posé sur toute la moitié supérieure du mur. Quant au mobilier, il est coloré certes, mais ses lignes et son design restent sobres. Le détail qui change tout : une suspension en métal de style industriel couleur jaune pétard vient contraster avec les tons pastel du mur.

Des couleurs foncées pour une cuisine compacte et élégante

Une façon élégante d'apporter de la couleur tout en restant sobre est de miser sur des teintes foncées, comme ici, un beau bleu profond. Le mobilier dessine un cadre, formant une niche qui entoure le plan de travail ainsi qu'une série de petits rangements hauts, le tout blanc immaculé. Seules quelques ponctuations de noir, comme le marbre de la crédence et les accessoires bousculent cette harmonie avec le plus grand chic. C'est malin : le four et le micro-ondes, presque en ton sur ton, rassemblés sur le côté, se fondent quasiment dans le décor. Habiller les murs de carrelage



coloré. On exploite une belle hauteur sous plafond avec un décor façon damier multicolore. Ici, le carrelage recouvre la totalité du mur. Il fait office de crédence et se prolonge jusqu'au plafond. Un choix malin dans une cuisine aux placards blancs. En effet, ce type de façade premier prix permet un aménagement économique. Astuce budget : pour éviter de plomber votre porte-monnaie, guettez les lots de faïence avec des micros défauts dans les grandes surfaces de bricolage,

vous pourrez faire des affaires. **Repeindre la crédence : une astuce facile pour un relookage express** La crédence est repeinte avec le même coloris beige rosée que le mur et l'étagère. Une teinte poudrée qui illumine le reste du mobilier. Cette réalisation toute en douceur, nécessite l'application d'une sous-couche spécial carrelage pour une finition et une durabilité optimale. Adopter le vert forêt, la couleur incontournable de la cuisine moderne

C'est LA nouvelle couleur tendance du moment. Elle fait un retour fracassant dans nos intérieurs et la cuisine n'y échappe pas ! Ouverte sur le salon, elle s'invite sur les façades des éléments de rangement, y compris pour l'îlot central. Ici les détails font la différence pour une touche discrètement seventies : angles arrondis, étagères et joues de meuble finition noyer, vitrines en verre légèrement fumé. Notre conseil : On n'hésite à pas à l'accessoiriser avec des objets décoratifs, vases, livres, tableaux...

Le bleu Klein s'invite dans la cuisine pour un effet waouh garanti Il fallait oser ! Le bleu Klein dans une cuisine est plutôt inattendu. Ici, il est sublimé par un décor mural recouvert de motifs qui s'apparentent à de grandes traces de pinceau. Le meuble en hauteur ainsi que la suspension tressée et les chaises en bois blond insufflent une touche de modernité et apaisent l'ensemble.

Votre visage est bouffi le matin au réveil ? Voici LA meilleure astuce pour le décongestionner

Réveil difficile devant le miroir ? Votre visage semble avoir doublé de volume pendant la nuit ? Pas de panique, ce gonflement matinal est fréquent et se traite plus facilement qu'on ne le croit. Et la solution est un allié redoutable pour décongestionner le visage par magie !

Le matin, le miroir peut parfois nous jouer des tours. On se regarde et voilà que les traits sont gonflés, les yeux paraissent lourds et le visage tout entier semble avoir pris du volume pendant la nuit. Ce phénomène est loin d'être rare et touche chacun d'entre nous. Selon le Dr Marisa Garshick, dermatologue, interviewée par le magazine Parade, il s'agit souvent de la présence de liquide dans les couches superficielles de la peau, ainsi que de l'accumulation de liquide dans le tissu sous-cutané. Entre excès de sel, nuits trop courtes, allergies ou petits déséquilibres hormonaux, plusieurs éléments du quotidien peuvent s'additionner et donner à notre visage un aspect gonflé dès le réveil. Heureusement, il existe une solution simple et immédiate : le froid. Plus qu'un effet



«glaçon », il agit directement sur les gonflements en resserrant les vaisseaux sanguins et en réduisant l'inflammation du visage.

Pourquoi notre visage paraît gonflé au réveil ?

La bonne nouvelle c'est que se réveiller avec le visage gonflé, ce n'est pas une fatalité. Dans la plupart des cas, cela s'explique par une rétention d'eau et d'inflammation des tissus, accentuées par nos habitudes. Le Dr Marisa Garshick, explique que «lorsque le corps retient l'eau ou réagit à des allergènes,

les zones délicates du visage sont particulièrement sujettes à paraître bouffies.» Plusieurs éléments du quotidien peuvent alors amplifier ce phénomène. Nuit trop courte, mauvaise position de sommeil, allergies saisonnières ou irritations cutanées et même votre assiette... sont autant de facteurs qui jouent un rôle. Côté alimentation, l'excès de sel, Les produits laitiers ou les aliments riches en histamine comme les fromages affinés ou les aliments fermentés peuvent



accentuer la rétention d'eau et amplifier les poches. Sans oublier les déséquilibres hormonaux ponctuels qui rendent parfois le visage encore plus sensible au gonflement. Comprendre ces causes, c'est déjà poser la première pierre pour retrouver un teint frais et reposé.

Gua sha, rouleau, patch... Le froid est le secret pour réveiller le visage

Au contact du froid, l'effet sur votre peau est immédiat : inflammation apaisée, rétention d'eau réduite et teint qui retrouve instantanément fraîcheur et éclat. Mais attention, toutes les routines vues sur les réseaux sociaux ne sont pas à reproduire. Le fameux bain de glace pour le visage en est un parfait exemple. Bella Hadid peut adorer, mais pour la plupart d'entre nous, c'est trop extrême et risqué pour la peau.

Mieux vaut miser sur des gestes doux, réguliers et ciblés à la fois efficaces et sans danger. Le froid pour un massage rapide Les gua sha ou rouleaux de jade ne sont pas que jolis objets déco. Placés quelques minutes au réfrigérateur, ils deviennent des armes anti-gonflement redoutables. «Ces outils exercent une pression légère et ciblée le long des voies lymphatiques, ce qui contribue à réduire l'enflure dans des zones comme les joues et la mâchoire», précise le Dr Maccarone, interrogé également par le magazine Parade. Quelques légers mouvements, du bas vers le haut et de l'intérieur vers l'extérieur, et votre visage se détend mais surtout votre peau retrouve de la fermeté !

Matthew McConaughey fait breveter son image et sa voix pour se protéger des dérives de l'intelligence artificielle

Le comédien américain prend les devants pour protéger légalement son image et sa voix des risques liés au développement de l'IA sauvage.

L'acteur, réalisateur et scénariste américain Matthew McConaughey a déposé des extraits vidéo de son image et des enregistrements sonores de sa voix auprès de l'Institut américain de la propriété intellectuelle, pour les protéger d'une utilisation indue par des groupes ou des plateformes d'intelligence artificielle (IA).

Plusieurs contenus audiovisuels ont été enregistrés par la branche commerciale de la fondation «Just keep livin», créée par le comédien et son épouse Camila, a constaté l'AFP dans la base de données de l'United States Patent and Trademark Office (USPTO). De nombreux artistes s'inquiètent



de l'utilisation sauvage de leur image via l'IA générative depuis l'arrivée de ChatGPT.

Scarlett Johansson avait attaqué avant lui

Plusieurs États américains ont adopté des textes la prohibant, mais beaucoup s'appliquent surtout à l'utilisation malveillante ou à des fins commerciales. Seuls quelques-uns, notamment le Elvis Act voté par le parlement local du Tennessee en 2024, offrent une protection plus générale.

Très peu d'acteurs ont saisi la justice pour faire valoir leurs droits, l'un des exemples les plus marquants restant celui de Scarlett Johansson, qui a attaqué en 2023 l'application Lisa AI pour avoir créé, sans son consentement, un avatar IA à son image pour une publicité.

L'approche de Matthew McConaughey est nouvelle car il prend

les devants pour protéger légalement son image et sa voix. Le comédien qui a remporté l'Oscar du meilleur acteur en 2014 pour son interprétation dans le film Dallas Buyers Club n'est néanmoins pas opposé à l'IA générative, bien au contraire. Il a ainsi pris une participation au capital de la start-up ElevenLabs, spécialisée dans les voix. Cette dernière a créé une version IA audio de Matthew McConaughey, avec sa permission.

«Nous voulons nous assurer que nos clients bénéficient de la même protection que leurs sociétés», a expliqué l'avocat Kevin Yorn, qui représente Matthew McConaughey. Il souhaite aussi s'assurer qu'ils peuvent être rémunérés pour l'utilisation de leur voix et de leur image par cette nouvelle technologie».

Harry Styles sortira un nouvel album le 6 mars

«Kiss All the Time. Disco, Occasionally» est le quatrième album de l'artiste pop.

Le chanteur britannique Harry Styles a annoncé, jeudi 15 janvier sur Instagram, la sortie de son nouvel album nommé Kiss All the Time. Disco, Occasionally, prévu pour le 6 mars. L'artiste pop de 31 ans a également dévoilé la pochette de l'album, où on le voit sous une boule à facettes.

Son album, le quatrième en solo, était l'un des plus attendus de l'année 2026. Son précédent (Harry's House), en 2023, avait reçu le Grammy de l'album de l'année. Repéré dans l'émission britannique «The X Factor», Harry Styles a commencé sa carrière dans le groupe One Direc-



tion, faisant de lui une star internationale. Il s'est lancé en solo en 2017, multipliant les succès avec des titres comme Sign of The Times, Watermelon Sugar ou As It Was. En 2023, il s'était produit au Stade de France, à Saint-Denis.

Axelle Red perd l'équilibre sur scène



Célèbre auteure-compositrice-interprète belge, Axelle Red a récemment fait parler d'elle dans son pays natal. En effet, la chanteuse fut victime d'une grosse chute en plein milieu du

tournage d'une célèbre émission musicale en Belgique. Fort heureusement, il y a eu plus de peur que de mal pour la musicienne, qui s'est rapidement relevée.

Fauve Hautot pourrait-elle faire son retour sur le parquet de Danse avec les stars ?

Lancée pour la première fois sur TF1 en 2011, l'émission Danse avec les stars sera de retour pour une nouvelle édition sur la première chaîne à partir du vendredi 23 janvier 2026. «L'émission Danse avec les stars fait son retour ! Sur le parquet de DALS, de nouvelles personnalités d'exception s'élanceront dans une compétition unique. En 15 ans d'existence, ce sont 149 candidats (76 femmes et 73 hommes) qui ont foulé le parquet de danse le plus célèbre de France et qui ont été accompagnés par 30 danseurs professionnels ! Suivis par 14 caméras, 1950 chorégraphies ont été exécutées dans plus de 880 costumes !», a premièrement indiqué TF1 dans un com-

muniqué.

«Retrouvez le quatuor de juges ! Fauve Hautot, danseuse, chorégraphe et comédienne, Mel Charlot, danseuse, chorégraphe et directrice artistique, Chris Marques, le juge emblématique et metteur en scène ainsi que de Jean-Marc Généreux, chorégraphe et metteur en scène, sont de retour», a ensuite ajouté la première chaîne. Pour rappel, Denit-sa Ikononova sera de retour sur le parquet du programme incarné par Camille Combal cette saison.

«Je suis stressée, je suis nerveuse, mais j'ai aussi des papillons dans le ventre», a notamment lancé celle a déjà remporté l'émission à quatre reprises. Ce qui constitue un record partagé avec Fauve

Hautot. Toujours présente au sein du jury cette année, la danseuse ne semble pas avoir l'intention de retourner sur le parquet de Danse avec les stars dans l'immédiat.

«Je danse à l'extérieur, j'ai un spectacle qui arrive, je fais plein de choses, je joue la comédie... C'est quelque chose de très acté pour moi : je danserai toute ma vie, mais je peux aussi danser ailleurs que sur le parquet de TF1», a-t-elle premièrement indiqué lors d'une interview accordée à Télé-Loisirs.

«Si je devais donner ma réponse aujourd'hui, ce serait un 'non' ferme. J'ai l'âge que j'ai et c'est bien de laisser la place aux jeunes. J'ai adoré le faire, j'ai gagné quatre fois et je pense que je commence à avoir fait le tour



de ce parquet», a ensuite ajouté Fauve Hautot. La danseuse estime par ailleurs qu'elle a encore «plein de choses à apprendre» au

sein du jury de l'émission. «C'est non, mais il ne faut jamais dire jamais...», a-t-elle néanmoins déclaré en guise de conclusion.

Le secteur de l'habitat œuvre à encourager les entreprises de bâtiment à réaliser les projets d'équipements publics dans les wilayas du Sud

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a affirmé, jeudi à l'Assemblée populaire nationale (APN), que son secteur œuvre à encourager les entreprises de bâtiment à réaliser des projets d'équipements publics, notamment dans les wilayas du Sud, afin d'assurer la continuité des programmes de développement.

Intervenant lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, présidée par Ahmed Anouar Bouchouit, vice-président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, M. Belaribi a indiqué que son département prépare l'émission d'une nouvelle instruction destinée à traiter la problématique de la réticence de certaines entreprises à la réalisation de projets d'équipements publics, en particulier dans les wilayas du Sud, soulignant que cette instruction à venir constituera un cadre organisationnel permettant une plus grande implication des opérateurs dans les différents programmes



publics.

Dans ce contexte, le ministre a mis en avant les efforts consentis dans le domaine de la réalisation des équipements publics, se félicitant de la réalisation en cours, pour la première fois depuis l'Indépendance, d'un hôpital d'une capacité de 500 lits, au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, et soulignant que la réception de cette infrastructure est prévue, au plus tard, pour novembre 2026, soit dans un

délai n'excédant pas 24 mois.

S'agissant du troisième programme de logements de type location-vente "AADL 3", M. Belaribi a assuré que l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) œuvre à la concrétisation de ce programme "avec rigueur et sérénité", en dépit "des campagnes critiques ayant accompagné la phase d'inscription, notamment de la part de pages (sur les

réseaux sociaux) émanant de l'étranger".

Il a affirmé, à cet égard, que toutes les préoccupations font l'objet d'une prise en charge et d'un suivi réguliers, ajoutant que tout souscripteur remplissant les conditions d'éligibilité bénéficiera automatiquement d'un logement.

Le ministre a, en outre, relevé que l'Agence AADL a tiré profit de l'expérience acquise dans la gestion des deux précédents programmes

"AADL 1" et "AADL 2", en vue d'améliorer la gestion du programme actuel. Elle a, cette fois-ci, opté pour une numérisation totale, y compris le paiement électronique, ce qui a permis d'éviter les files d'attente observées auparavant. Il a précisé que plus de 300.000 souscripteurs ont déjà procédé au paiement de la première tranche du premier versement. Par ailleurs, après avoir souligné l'importance du système de classification et d'organisation professionnelle des entreprises de réalisation, permettant de déterminer leurs capacités réelles à exécuter les projets, M. Belaribi a révélé que le nombre d'entreprises qualifiées et classées des catégories 5 à 9 (entreprises de taille moyenne à grande) est passé de 670 entreprises en 2023 à 1.289 entreprises en 2025, soit une augmentation de 92 %.

Le nombre total des entreprises classées des catégories 1 à 9 a atteint, à la fin de l'année dernière, 18.861 entreprises, dont 561 bénéficient du mécanisme de soutien aux petites et moyennes entreprises, et des start-ups selon les chiffres présentés par le ministre.

Foot :

La 35^e édition de la CAN, la plus catastrophique dans l'histoire du football africain

Le conseiller en communication de l'ancien président de la Confédération africaine de football (CAF), Hédi Hamel, a considéré que la 35^e édition de la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN-2025) comme "la plus catastrophique" dans l'histoire de cette compétition continentale.

Dans une publication sur les réseaux sociaux, cet expert international des médias et du sport et membre dans plusieurs commissions de la FIFA pendant 27 ans, a estimé que cette édition restera comme "la plus catastrophique" de l'histoire de la CAN, relevant notamment des "manquements graves" dans le corps de l'arbitrage qu'il



a qualifié de "calamiteux".

Cet expert, reconnu au plan international, a jugé

"incompréhensible" que

certain arbitres de la VAR ayant mal accompli leur

mission d'observation sur la vidéo, soient désignés pour officier une demi-finale de cette

compétition. "Un constat lourd, je ne parle pas de rumeurs, mais des faits de la CAN-2025. C'est un arbitrage hors contrôle ou sous contrôle ?", s'est interrogé le conseiller de l'ancien président de la CAF, le Malgache Ahmed Ahmed.

Le corps arbitral s'est mis à déconstruire cette 35^e édition et lui rendre une très mauvaise image. C'est une leçon que la CAF doit bien prendre en compte et impérativement revoir la mission de l'arbitrage africain.

Cette édition de la CAN a été "catastrophique", elle restera une "cicatrice", analyse Hédi Hamel, assurant que le problème "n'est pas ponctuel", mais "structurel".